

## PROCES VERBAL D'ADOPTION DU CADRE D'ASSOCIATION PAYS ENTRE LE NIGER ET L'ESPAGNE

Le 17 septembre 2014, le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur du Niger et le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération de l'Espagne se sont réunis afin d'approuver le Cadre d'Association entre les deux pays.

Tout au long des derniers mois, les deux Gouvernements ont travaillé de façon conjointe, de concert avec la société civile, pour établir les principales orientations de la Coopération Espagnole au Niger. Ces orientations sont recueillies dans le Cadre d'Association Pays (CAP), qui est joint en annexe au présent procès verbal, et qui constitue une stratégie partagée par les deux pays pour des objectifs et des visions communes de développement humain et de réduction des inégalités pour la période 2014-2016.

Ce CAP a mis un accent particulier sur le principe d'appropriation et d'alignement avec les priorités identifiées par le Gouvernement du Niger et qui se reflètent dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015 et dans les différents documents de planification sectorielles.

Le Cadre d'Association Pays vise à être un instrument stratégique, réaliste, sélectif et concentré. L'engagement mutuel et la responsabilité partagée entre l'Espagne et le Niger sont structurés autour d'un nombre limité de résultats de développement fixés de commun accord, adaptés au nouveau contexte du Niger et en conformité avec la politique actuelle de l'Espagne en matière de coopération internationale pour le développement; ceci tout en mettant en valeur le chemin parcouru conjointement à travers les apprentissages, les réussites et les résultats.

Au vu de ce qui précède, les deux Ministres expriment leur volonté d'adopter le Cadre d'Association ci-joint, en convoquant l'exécution ponctuelle des engagements acquis, et de ce fait signent le présent procès verbal à Madrid, le 17 septembre 2014 en quatre (4) exemplaires, deux(2) en français et deux(2) en espagnol, également valables.

Pour la République du Niger

Mohamed Bazoum



Ministre d'Etat,

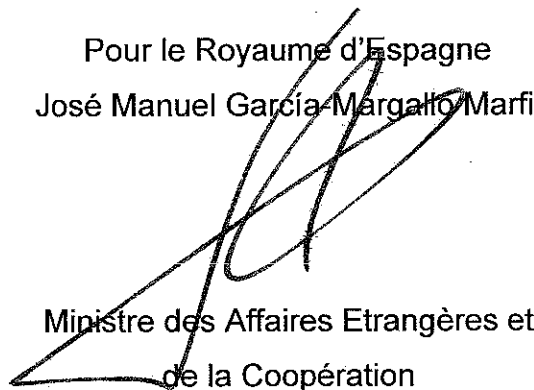
Ministre des Affaires Etrangères,

de la Coopération, de l'Intégration Africaine

et des Nigériens à l'Extérieur

Pour le Royaume d'Espagne

José Manuel García-Margallo Marfil



Ministre des Affaires Etrangères et

de la Coopération

**CADRE D'ASSOCIATION PAYS  
NIGER-ESPAGNE**

## SOMMAIRE

<b>1. ANTÉCÉDENTS</b> .....	<b>3</b>
1.1.Contexte du pays.....	3
1.2.Agenda de l'efficacité.....	4
1.3.Dialogue avec le pays partenaire .....	4
1.4.Stratégies et Politiques du Développement du Niger.....	5
1.5.Réalisations de la Coopération Espagnole .....	6
<b>2. ANALYSE</b> .....	<b>7</b>
2.1.Alignement.....	7
2.2.Qualité de dialogue avec le Niger.....	8
2.3.Avantage comparatif.....	9
<b>3. DÉCISIONS STRATÉGIQUES</b> .....	<b>9</b>
3.1.Orientations Stratégiques de Concentration .....	9
3.2.Concentration géographique .....	14
<b>4. STRATÉGIE D'ASSOCIATION</b> .....	<b>14</b>
4.1.Ressources.....	14
4.2.Cohérence de politiques .....	15
4.3.Systèmes de suivi et évaluation .....	16
4.4.Une reddition mutuelle de comptes .....	16
<b>ANNEXE I: LA QUALITÉ DU DIALOGUE</b> .....	<b>18</b>
<b>ANNEXE II: LES AVANTAGES COMPARATIFS DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE</b> .	<b>19</b>

# 1. ANTÉCÉDENTS

## 1.1. Contexte du pays

Le Niger est un pays continental enclavé à l'intérieur d'une région de climat tropical sec, étendu sur une surface de 1.267.000km<sup>2</sup> et situé à 1.000 kms de la côte (Cotonou) en Afrique Occidentale. Sa population avec un taux de croissance estimé en 2012 à 3,9 %, est de 17.138.707 millions d'habitants. En termes économiques, après la forte accélération du PIB en 2012 (11,1 %), en 2013 se montre une décélération de la croissance (3,6 %), en situant le PIB nominal à 311,54 € (encore très en-dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne).

Au dernier rapport des Nations Unies sur le Développement (PNUD, 2013), et malgré qu'il ya eu d'avancées sur son IDH (0'304), le Niger et la République Démocratique du Congo occupent la même 186<sup>e</sup> place selon la classification faite.

Plusieurs raisons pourraient expliquer la situation de pauvreté et le degré de vulnérabilité élevé du Niger:

- Géographiquement, le Niger est un pays enclavé dont le port le plus proche, Cotonou, se trouve à 1000 Kms. Cela et le manque d'infrastructures et de connexions aériennes et terrestres conditionne énormément les relations commerciales. De plus deux tiers du pays se situent dans la zone saharienne, ce qui soustrait une surface immense à l'activité agricole, qui se développe seulement dans la frange sud et dans de petites zones d'oasis, où se concentre la population. Les zones frontalières avec le désert ont une vocation d'élevage. Etant donnée sa grande dépendance au cycle de pluies le Niger est, selon le FIDA le pays le plus vulnérable au changement climatique de l'Afrique Subsaharienne.
- Géopolitiquement, les frontières nigériennes sont caractérisées par une grande perméabilité, dans un contexte hautement instable, avec la présence d'AQMI et d'autres groupes armés. Comme conséquence existe une population réfugiée originaire du conflit du Mali, et de l'offensive du gouvernement nigérian contre Boko Haram au nord du Nigeria. Du point de vue de la population, le Niger a 17.138.707 d'habitants (INS, mai 2014), avec 10 groupes des ethnolinguistiques desquels les djarmas (autour de 20 %) prédominent dans la capitale, bien que les haoussas sont les plus nombreux (autour de 50 %). Avec un taux de croissance de 3 ' 9 % et taux de fécondité de 7 ' 6 enfants par femme, la plus élevée du monde, cette population arrive à doubler probablement en 2030. Cela projette des défis importants en matière de l'augmentation de la dépense sociale en partant de la base dont près de 80 % de cette population vit dans une situation de pauvreté extrême, est analphabète, rurale et jeune (plus de la moitié a moins de 15 ans). Un environnement fragile et une économie avec une forte dépendance d'activités agropastorales et des périodes de pluies, unies à une forte pression anthropique, sont facteurs à considérer à l'origine des crises alimentaires que souffre le pays et qui se sont accentuées dans dernière décennie (2005, 2008, 2010 et 2012). Par conséquent, un grand pourcentage de l'AOD que reçoit le pays est destiné à une aide humanitaire.
- Dans le contexte politique, le pays a connu depuis son indépendance des gouvernements démocratiques avec d'autres engendrés par la prise de pouvoir par les militaires. Cette discontinuité a limité la planification et les engagements à long terme. Le gouvernement de la VII République inaugurée en 2011 est engagé par la consolidation définitive de la Démocratie et l'État de Droit et a établi un programme à moyen terme(Renaissance) qui permet une planification des efforts nationaux et internationaux pour le développement du pays. Le but est de convertir le Niger en pays émergent.
- L'économie nigérienne est basée sur le secteur agricole et forestier, qui occupe plus de 80 % de la population active a contribué en 2010 à 45' 2 % du PIB national (INS et le Ministère d'Agriculture de Niger). En considérant la forte dépendance de facteurs climatiques et ses impacts, l'insécurité alimentaire influe négativement sur l'espérance et la qualité de vie de la population. Les statistiques nous parlent que 4 de chaque 10 enfants nigériens de moins de 5

ans souffre d'une malnutrition chronique, en étant 1 de chaque 10 dans une situation de malnutrition aiguë. De la même manière, une féminisation de la pauvreté se met en évidence, avec une consommation per capita dans des foyers dirigés par des femmes de moins de 45 %, un indice d'inégalité de genre élevé (0 ' 707) et une possibilité peu abondante de l'accès à l'emploi (27 ' 4 %) et au crédit (17 ' 5 %) de la part des femmes (PNUD, 2012). En face de cette réalité il faut souligner le haut potentiel minier du pays (uranium, charbon, or, pétrole), le secteur qui contribue pour le moment au 9 ' 2 % au PIB national et qui pourrait convenablement gérer améliorer les indices de pauvreté et d'inégalité, contribuant à l'apparition d'une classe moyenne.

Du point de vue de la présence de coopération internationale, 15 donateurs donnent le 90 % de l'AOD fournie. Malgré l'aide (dont le poids fluctue entre 7 % et 11 % du budget national), il existe le consensus sur l'impossibilité d'atteindre l'Objectif du Millénaire n° 1 au Niger, cela est, de réduire à la moitié pour 2015 le taux de pauvreté relatif qui en 2010 était de 65'9 %. Cela oblige à projeter des horizons de coopération et un développement de grande portée.

## **1.2. Agenda de l'efficacité**

Bien que le Niger ne fait pas partie des pays de la zone (le Bénin, le Mali, le Sénégal) qui ont participé à l' "Évaluation de l'implémentation de la Déclaration de Paris", il est signataire, aussi comme l'Espagne, des trois grands forums internationaux sur l'efficacité de l'Aide (Paris, Accra et Busan). Comme signataire de ces engagements en 2014 les résultats de l'enquête seront publiés en 2013 sur le suivi de l'association mondiale pour une coopération efficace au service du développement (l'Enquête de suivi au Forum de Busan).

Cette association pour le développement implique aussi un effort pour avancer dans l'harmonisation d'acteurs. À ce rapport, les partenaires techniques et financiers, en incluant l'Espagne, ont affiché leur volonté d'améliorer cet engagement du programme de l'efficacité en ouvrant le traditionnel Comité de donateurs OCDE/DAC par lequel se coordonne traditionnellement l'aide officielle au développement à la participation d'autres acteurs donateurs "non traditionnels" de façon à ce qu'existe une plus grande visibilité et une transparence des apports globaux. La Turquie a accepté de participer à ce nouveau comité de donateurs, mais pas la Chine et les pays arabes.

L'engagement pris par l'Espagne en ce qui concerne une plus grande harmonisation est ferme et se limite en premier lieu au cadre de l'Union Européenne. C' est dans ce contexte dans lequel les Coopérations bilatérales d'États membres - EEMM - opérationnelles au Niger (l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France et le Luxembourg) avec la Suisse, ont déjà initié un processus de planification stratégique conjointe en coïncidant avec la formulation du XIe FED, dont l'exécution aura lieu entre 2016 et 2019. Il faut espérer ainsi que 2016 marque une avancée importante dans les mécanismes de programmation conjointe de coopération des EEMM de l'UE et de la Suisse avec lesquels on souhaite améliorer l'efficacité d'un volume important des fonds de la coopération que le Niger reçoit.

## **1.3. Dialogue avec le pays partenaire**

L'Espagne a initié le déploiement de sa coopération avec le Niger après la signature en 2007 de l'Accord-cadre de Coopération et la célébration en 2008 de la I Commission Mixte nigéro-espagnole (2008-2010, prorogée à la demande de la partie nigérienne). En 2008 le Bureau Technique de Coopération a été aussi ouvert. Un exemple de l'engagement de l'Espagne avec le développement du Niger est son inclusion dans le III Plan Directeur de la Coopération Espagnole comme pays d' "ample association" et, surtout, son maintien comme pays prioritaire dans l'actuel IV Plan Directeur de la Coopération Espagnole (2013-2016), dans un contexte d'une plus grande concentration géographique de la Coopération Espagnole.

Le dialogue sur les relations bilatérales générales et d'une coopération, coordonné par le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, et de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur, se

complète avec le dialogue spécifique qui en matière d'un développement est articulé autour du Plan de Développement Économique et Social 2012-2015 (PDES), coordonné celui-ci par le Ministère de Planification, de l'Aménagement du Territoriale et de Développement Communautaire. Les deux départements sont interlocuteurs d'importance fondamentale dans les relations de coopération entre l'Espagne et le Niger.

En général, en deçà du niveau de politique générale de développement dont le dialogue concerne les Chefs de Mission, la plupart des acteurs de coopération se sert des tables de coordination et les groupes existants de travail dans le pays autour des politiques sectorielles. L'Espagne participe comme acteur actif à ces tables de dialogue conformément à ses priorités : sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé, genre et action humanitaire (DNPGCCA et "clusters" des Nations Unies)

#### **1.4. Stratégies et Politiques du Développement du Niger**

La vision stratégique de la politique nigérienne de développement se concrétise dans trois documents complémentaires orientés, respectivement, au long, moyen et court terme : la "Stratégie de Croissance Durable et de Croissance Inclusive, du Niger 2035" (SDDCI, connue comme "Programme de la Renaissance du Niger"), le "Plan de Développement Économique et Social 2012-2015" (PDES), déjà cité, et le "Programme Intermédiaire de Concentration de l'Action Gouvernementale" (PICAG). De plus on impose une planification annuelle à chaque politique ministérielle, qui alimente la loi de budgets généraux de l'État.

Dans ses relations de coopération, l'Espagne reconnaît le PDES 2012-2015 comme cadre unique de référence des interventions du gouvernement et ses partenaires. Ce Plan identifie cinq axes stratégiques à partir desquels on essaie d'améliorer l'actuelle situation :

1. La création de quelques conditions pour un développement durable, équilibré et inclusif. Pour cela il s'agira de renforcer les bases de l'économie et de son potentiel pour croître de manière accélérée, en consolidant les fondements d'un développement durable.
2. La consolidation de la crédibilité et de l'efficacité des institutions publiques. Dans ce sens il s'agit de garantir l'égalité de la citoyenneté dans l'accès aux services publics et les améliorations de la crédibilité des institutions nationales.
3. La sécurité alimentaire, le développement agricole durable. Celles-ci sont intégrées dans l'I3N, qui essaie de créer les conditions qui permettent de faire face à tout risque d'insécurité alimentaire et alimentaire, en assurant le rôle du secteur agricole comme de vecteur de la transformation sociale et de croissance économique.
4. La création d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive. Dans ce sens, les autorités nigériennes essaient d'adopter une nouvelle vision de politiques sectorielles qui tiennent en compte de différents défis existants et qui favorisent une transformation de la structure de l'économie à long terme.
5. La promotion du développement social, en étant ses objectifs augmenter les revenus et l'emploi, développer l'éducation, l'enseignement et la formation technique et professionnelle, la santé (particulièrement maternelle et infantile), la protection sociale et l'accès aux services énergétiques modernes.

Dans l'ensemble le Gouvernement a défini 11 résultats stratégiques auxquels contribuent 86 programmes identifiés comme actions prioritaires. Il est apprécié, cependant, que les résultats identifiés et desquels un suivi et une évaluation ont est faits au moyen d'un Secrétariat Permanent de mise en marche du PDES, ne sont pas orientés tant vers des résultats de développement mais reprennent les différentes activités proposées dans chaque programme. Cela projette des défis importants à l'heure de faire le suivi et l'évaluation de l'impact de l'aide, qui s'arrête au niveau d'exécution d'activités ou à la remise de produits.

Un défi additionnel consiste à ce que l'investissement public dans le cadre de ce PDES a été considéré sur la base de données démographiques inférieures à la population réelle ce qui pourra impacter la baisse dans les indicateurs de développement social puisque la distribution per capita sera moindre.

### **1.5. Réalisations de la Coopération Espagnole**

La 1<sup>o</sup> COMMIX hispano nigérienne, établissait six axes d'intervention stratégique pour sa période en vigueur, dont certains d'entre eux contiennent plusieurs politiques sectorielles:

1. Gouvernance démocratique, développement institutionnel et participation citoyenne.
2. Couverture des nécessités sociales primaires et promotion du tissu productif.
  - a. Souveraineté alimentaire et lutte contre la faim.
  - b. Santé.
  - c. Eau et Assainissement.
  - d. Protection de la population en situation de vulnérabilité.
3. Augmentation de capacités économiques.
4. Genre et développement.
5. Environnement.
6. Autres secteurs.
  - a. Culture et développement.
  - b. Promotion de sport.

À la réunion de révision de cette 1<sup>a</sup> COMMIX, célébrée en mai 2012, il était affirmé que les engagements pris dans le domaine financier ont été largement dépassés, en dépassant seulement les apports de l'AECID pendant la période 2008-2011 qui étaient de 58M€. Au total, dans la période 2008-2012, l'AOD espagnole nette destinée au Niger a dépassé les 107M€.

80 % des fonds mobilisés dans la période de validité de la 1<sup>o</sup> COMMIX se sont concentrés dans trois secteurs :

- le Développement rural, avec une claire orientation vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle, a occupé une place centrale dans le programme de la Coopération Espagnole au Niger. Dans la période 2008-2012, 37M€ ont été destinés à ce secteur, auxquels il faudrait ajouter les autres 20M€, mobilisés pour répondre aux crises alimentaires à travers le Bureau d'Aide humanitaire (OAH).
- la Couverture des nécessités de base de la population nigérienne : santé Durant la période de validité de la I Commission Mixte, le secteur la santé a absorbé 22 % des fonds décaissés par la Coopération Espagnole.
- le Genre, en s'ayant développé durant 1<sup>a</sup> COMMIX un total de 26 interventions (plus de 5 millions d'euros).

Aussi le secteur culture et développement a fait l'objet d'une attention particulière.

L'AOD espagnole a été canalisé au Niger à travers 4 types d'instruments:

- la Coopération bilatérale directe par le biais des projets, programmes et appui programmatique (le Fonds Commun de Santé et le Dispositif National de Prévention et la Gestion de Crise et de Catastrophes Alimentaires).
- la Coopération bilatérale à travers les ONGD (à peu près 40 ONGD espagnoles, nigériennes et internationales).
- la Coopération multilatérale, à travers les organisations principales du Système de Nations Unies présentes dans le pays, en mettant l'accent dans ce sens, à l'apport espagnol au Fonds ODM.
- la Coopération régionale, à travers le Programme de coopération avec la CEDEAO (Appui à la politique agricole régionale canalisée à travers la migration et développement, les énergies renouvelables) et le Fonds l'Espagne - NEPAD.

Les régions de Tahoua et Maradi, la Commune Urbaine de Niamey et la région d'Agadez ont été les bénéficiaires de la grande partie du volume de l'AOD décaissé par l'Espagne au Niger.

## **2. ANALYSE**

### **2.1. Alignement**

Comme il a été déjà avancé après avoir révisé les réalisations de la Coopération Espagnole au Niger, toutes ses interventions se trouvent et se trouveront protégées par les textes de politique de développement du Niger ; le principal, le Plan de Développement Economique et Social 2012-2015 (PDES).

#### **LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU PDES:**

L'approbation en avril 2012 de la nouvelle stratégie pour la mise en place de la "Initiative 3N - pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable, implique un nouveau cadre de référence pour la coopération dans le secteur rural. En prenant comme ligne de l'axe 3 du PDES 2012-2015, l'I3N identifie à son tour cinq axes stratégiques :

1. Une augmentation et une diversification des productions agricoles, forestières et aquacoles
2. Un approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains avec des produits agricoles et agroalimentaires
3. Amélioration de la résilience des populations en face des changements climatiques, les crises et les désastres
4. Amélioration de l'état nutritionnel des nigériens et nigériennes
5. Une animation et une coordination de l'Initiative 3N

Pour la mise en place de la Stratégie, a été élaboré un Plan d'investissements prioritaire (PI-3N) pour la période 2012-2015 qui est composé par 11 programmes :

1. Augmentation des surfaces et des productions agricoles sous irrigation
2. Modernisation des systèmes de production de produits agricoles extensifs (des céréales et légumineuses)
3. L'appui aux systèmes de production basés sur l'élevage extensif (pâturages et fourrages)
4. Intensification de systèmes de production animale de long cycle (viande et lait de bovin, ovin et caprin)
5. Intensification de systèmes de production animale de court cycle (aviculture de viande, d'œufs et d'aquaculture)
6. Une gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité
7. Une valorisation des produits et de sous-produits forestiers (fruit, bois de chauffage et d'autres sous-produits non ligneux)
8. Une transformation et une commercialisation de produits et de sous-produits agricoles, forestiers et aquacoles
9. Un renforcement de la Résilience des populations en face des crises alimentaires et les désastres
10. Améliorations de l'état alimentaire des nigériens
11. Un renfort des capacités pour la mise en place de la "Initiative 3N"

Finalement, du point de vue de l'intégration des lignes transversales, les institutions nigériennes apprécient qu'une évaluation adéquate s'est produite de la même et expliquent que le PDES lie directement cette intégration avec la durabilité des actions. En particulier, l'axe 2 du PDES ("la Création de conditions pour un développement durable, équilibré et inclusif") est conçue comme la réponse aux problèmes relatifs à l'insertion des points de vue environnementaux et de cohésion sociale. De la même manière la culture est vue comme un élément de dynamisation économique et sociale, et elle se trouverait incorporée de la même manière dans les programmes d'éducation.



## LA SANTÉ AU PDES:

Toutes les interventions financées durant la période de validité de la I<sup>o</sup> la Commission Mixte Espagnole - nigérienne sont alignées avec le Plan de Développement Sanitaire (2005-2010 et 2011-2015). Le dit Plan reprend des indicateurs de croissance dans le développement pour le suivi et l'évaluation consignés semestriellement; cependant les difficultés existantes pour la collecte et la validation des données a réduit le suivi à 10 indicateurs clefs qui sont partagés par les acteurs du secteur aux réunions annuelles du Comité Technique National de Santé.

En 2015, l'année de caducité de l'actuel PDS, le Ministère de Santé Publique et ses partenaires techniques et financiers devront initier la formulation d'un nouveau Plan ce qui suppose une bonne opportunité de reprendre les leçons apprises de cette étape en matière d'alignement et la gestion pour des résultats de développement.

## LE GENRE AU PDES:

Au PDES 2012-2015, bien que plusieurs des programmes proposés dans des secteurs distincts contemplent des questions de genre, il a été aussi incorporé un objectif spécifique relatif à la "Réduction des inégalités et des inégalités de genre" dans son Axe n °.5 de Développement Social. Dans ce dernier ont été consignés deux programmes: celui de la promotion de droits et celui de la promotion des opportunités économiques. D'une certaine forme ces deux programmes donnent une continuité aux objectifs 2 et 3 de la Politique Nationale de Genre. Cela correspond avec un intérêt identique du IV Plan Directeur de la Coopération Espagnole (2013-2016) dans sa partie II.5 dirigée à "Promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes".

La Politique Nationale de Genre dispose d'un Plan Décennal 2009-2018 dans lequel existent des indicateurs de développement, bien que plusieurs d'entre eux ne figurent pas dans l'actuel Plan Triennal 2013-2015, que le Ministère de tutelle a élaboré avec l'appui de la CTB.

## CULTURE ET DÉVELOPPEMENT AU PDES:

Le PDES dans son Axe n°5 de la "Promotion du développement social" dispose d'un Effet sectoriel 8 de "Amélioration de la compétitivité des industries culturelles" qui inclut deux programmes : "Amélioration des conditions de développement culturel" et "Valorisation du patrimoine". Pour la Coopération Espagnole le secteur de la Culture est apprécié depuis la double composante, comme transversale relative à l'analyse de la diversité culturelle, et comme un objectif à promouvoir dans le cadre des biens publics globaux.

Au-delà du cadre global dans lequel les objectifs programmatiques cités sont identifiés un plan d'action n'existe pas avec les indicateurs du développement avec lesquels s'aligner.

### **2.2. Qualité de dialogue avec le Niger**

Du point de vue du dialogue politique général, on apprécie une franche collaboration et la communauté de donateurs ont évalué très positivement l'effort réalisé par le Niger dans ce processus de définition et de planification des politiques nationales et sectorielles. Cependant, la qualité de ce dialogue dans le cadre de l'exécution de l'aide dépend du degré de maturité de chaque secteur et des concurrences de ses équipes de direction. Dans beaucoup de cas sont constatées des difficultés pour la mise en place effective des programmes sectoriels lesquelles semblent dériver, principalement, d'un investissement public insuffisant ce qui limite la durabilité d'une rotation élevée du capital humain dans les administrations publiques qui provoque une décapitalisation de la connaissance en obligeant à une formation permanente des ressources humaines, et une difficulté de consolider le concept de "service public".

À ce sujet, on doit signaler qu'en 2012 le PNUD comptabilisait jusqu'à 25 espaces de dialogue sectoriel dans des domaines différents et avec des noms distincts, une dynamique qui a mérité une longue

période de rajustements. Pour avancer dans le processus de concertation, le Ministère de Planification a établi un Comité Technique National de Concertation alimenté par cinq comités techniques sectoriels, tant comme axes a le PDES 2012-2015. Bien que la volonté d'avancer dans la qualité du suivi des engagements nationaux de développement soit indubitable, la marge d'amélioration est ample, surtout en ce qui concernent les questions en matière une gestion des résultats de développement, l'obtention de données importantes selon les indicateurs qualitatifs et l'articulation entre les différents niveaux de l'administration.

Pour connaître la perception que d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) présents au Niger ont du dialogue avec les autorités nationales et pour connaître les difficultés dans les relations avec les agents publics, la Coopération Espagnole a réalisé une enquête entre 37 (institutions bilatérales, multilatérales et non gouvernementales) Les résultats qui figurent en Annexe I ont montré que tant les PTF comme les organisations de la société civile (OSC) évaluent la qualité de dialogue de politiques au Niger de moyenne à très élevé. Cependant ils notent de manière moins positive la mise en place des plans d'action, le réalisme budgétaire et la qualité des indicateurs de développement. La conclusion consiste à ce sujet est que existent des cadres politiques appropriés à un alignement général d'objectifs, mais sa qualité du point de vue de l'exécution, du suivi et de l'évaluation est améliorable.

### **2.3. *Avantage comparatif***

Les mêmes enquêtes réalisées pour connaître la qualité du dialogue ont servi à obtenir la perception que d'autres acteurs présents de la coopération au Niger ont sur la Coopération Espagnole et son possible avantage comparatif.

Le résultat qui figure en Annexe II a reflété une meilleure connaissance de notre coopération dans les domaines de la Santé, de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Genre. Cependant, étant donné que cette information peut plus avoir une relation avec la visibilité de la Coopération Espagnole qu'avec la qualité de l'aide, l'enquête a aussi introduit des questions liées aux forces et les faiblesses avec le résultat que reflète le tableau inclus dans l'Annexe II.

Les propres acteurs de la Coopération Espagnole, configurés dans un Groupe Stable de Coordination, ont fait un exercice interne d'évaluation de l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole, pour chacune des Orientations et des Lignes d'Action reprises dans le IV Plan Directeur, conformément à ses propres expériences, concurrences et projection d'avenir. On a tenu en compte en particulier les critères d'avantage comparatif utilisés par l'Union Européenne et qui se rattachent, principalement, aux évaluations réalisées, une expérience accumulée, des capacités techniques, des opportunités dans le cadre du transfert de connaissances et de création de synergies. Le résultat a donné comme conclusion que **les Orientations Stratégiques mieux évaluées ont été :**

- Promouvoir des systèmes de cohésion sociale en encourageant les services sociaux de bases, dans sa Ligne du "Droit humain à la santé : une équité et une couverture universelle", avec 4,08 / 5
- Promouvoir les opportunités pour les plus pauvres Dans sa ligne de " Développement rural et territorial et l'agriculture comme secteur clé", avec 3,2 / 5
- Promouvoir les droits des femmes et l'égalité de sexes, avec 3,02 / 5.

## **3. DÉCISIONS STRATÉGIQUES**

### **3.1. *Orientations Stratégiques de Concentration***

La révision réalisée de ces premières années de coopération entre l'Espagne et le Niger (1<sup>o</sup> COMMIX) a atteint un bilan très favorable, principalement en ce qui concerne l'accomplissement des engagements budgétaires pris par l'Espagne qui ont été dépassés des augmentations. Malgré tout, les circonstances de sécurité et l'étendue du territoire ont permis la possibilité de chercher une concentration progressive,

tant géographique (autour des régions de Tahoua, Maradi et la Communauté Urbaine de Niamey) comme sectoriel (Développement Rural/Sécurité Alimentaire, les Services Sociaux de Bases-la Santé, le Genre dans le Développement et Culture et le Développement).

Dans l'actuel cadre de disponibilité budgétaire limitée et en respectant nos engagements avec l'efficacité de l'aide, il est plus adéquat continuer avec la tendance indiquée, en avançant dans un processus de concentration stratégique dans la période 2014-2016. Dans ce sens, en considérant l'expérience acquise, la grandeur des problèmes à qui notre collaboration essaie d'apporter des solutions et la fonctionnalité des mécanismes existants de coordination, la Coopération Espagnole au Niger se propose **de contribuer à l'amélioration de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de la population nigérienne la plus vulnérable, en prévenant ses causes, en intervenant sur ses effets et en construisant la résilience au niveau local, national et régional.**

En cohérence avec cet objectif et avec le dernier objectif de la Loi de Coopération Espagnole, qui est la lutte contre la pauvreté, les lignes d'action liées à la **Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle** et au Développement Rural continueront d'absorber la plupart des fonds de la Coopération Espagnole dans le cycle de planification qui s'initie. Cependant, intervenir sur la prévention et les conséquences de la malnutrition, en particulier la malnutrition aiguë globale (modérée ou sévère), ainsi que renforcer la résilience de la population, on peut supposer dans quelques cas adopter au niveau territorial une approche multisectorielle. C'est pour cela que des actions doivent être traitées de la même manière pour garantir **l'Accès à la Santé à la population vulnérable.**

Du point de vue de la traduction cet objectif à la terminologie tant du IV Plan Directeur de la Coopération Espagnole comme des politiques et des plans nationaux de développement de Niger, la Coopération Espagnole exprime son intention de concentrer au moins 90 % de l'AOD qui se déploie au Niger dans les Orientations suivantes Stratégiques (OE) et les Lignes d'Action (LA) :

<u>ESPAGNE</u>		<u>NIGER</u>	
<u>Orientations Stratégiques du IV Plan Directeur de la Coopération Espagnole</u>	<u>Lignes d'Action du IV PDCE priorisées</u>	<u>Politiques Sectorielles</u>	<u>Plan de Développement Economique et Social</u>
OE1. Réduire les inégalités et la vulnérabilité à la pauvreté extrême et les crises	Appuyer les Politiques de prévention  Veiller pour une alimentation adéquate et suffisante	Initiative 3N (« Les nigériens nourrissent les nigériens »)	Axe 3.1, 3.3 y 3.4
OE2. Promouvoir des opportunités économiques pour les plus pauvres	Promouvoir le développement rural et territorial		
OE3. Promouvoir les systèmes de cohésion sociale en mettant l'accent sur les services sociaux de bases.	Droit humain à la santé: Equité et couverture universelle	Plan de Développement Sanitaire 2011-2015	Axe 5.1

Tableau I: Principales lignes d'Action

Entre les trois OE sélectionnées par la Coopération Espagnole pour la concentration de son aide, se trouvent en particulier les trois lignes d'action indiquées. Cela ne sera pas un obstacle pour qu', en fonction de l'opportunité qui suppose dans des cas particuliers une meilleure complémentarité de notre aide avec d'autres initiatives en cours, de la part du Gouvernement ou d'autres donateurs soient exécutées des activités secondaires, tel et comme il est signalé ci-après.

### **3.2.1. Orientations stratégiques prioritaires**

#### **OE1: Réduire les inégalités et la vulnérabilité de la l'extrême pauvreté et les crises.**

En considérant comme problématique principale les crises alimentaires les récurrentes que vit le Niger, une approche basée sur l'augmentation de la résilience de la population devant le choc des dites crises se montre pertinent. Pour cela, le travail de la Coopération Espagnole se concentrera sur les améliorations des mécanismes de vigilance et d'alerte précoce à un niveau communautaire pour affronter ces crises - en influant, donc, sur les politiques de prévention-, en complétant avec l'appui des politiques et des réseaux de protection sociale et des mesures de contrôle de prix. Dans le travail dans les lignes d'action indiquées - une prévention et une protection sociale - on cherchera la complémentarité maximale et la synergie avec les domaines du travail que la Coopération Espagnole est en train de mettre en place au niveau régional dans le cadre de sa coopération renforcée avec la CEDEAO, en particulier, dans le cadre des programmes de réserves nationales et les réseaux de protection sociale, ainsi qu'avec ces initiatives ou les programmes qui peuvent être mis en place éventuellement.

La participation des femmes dans toutes ces mesures et dans les processus de prise de décisions se considère fondamentale pour garantir tant sa sécurité alimentaire comme celle de la population infantile.

Cette OE est cohérente avec le "Plan d'Accélération de l'I3N" présenté en 2014, qui a son insertion institutionnelle dans les communes rurales comme acteurs principaux du renforcement de la sécurité alimentaire à un niveau local et dont l'axe n ° 5 cherche l'"Amélioration de la Nutrition". De plus, l'obtention de ce but est intimement liée aux lignes d'action 1 et 2 qui ont été priorisées et qui se décrivent ensuite.

#### **OE2: Promouvoir les opportunités économiques pour les plus pauvres**

Comme leçon apprise du cycle de coopération qui finit, on apprécie que le pari de la coopération espagnole pour favoriser l'accès aux moyens de production des groupes les plus vulnérables et défavorisés a été un signe d'identité qu'il faut maintenir. Pour rendre cette politique effective, il semble opportun de parier pour un renfort de capacités des services techniques déconcentrés aux moyens et ressources techniques, dans les axes relatifs au développement rural contenus dans le "Plan d'Accélération de l'I3N":

1. 1-Mise en place de plateformes de services intégrés ou "maisons du paysan"
2. 2-Contrôle de l'eau pour production agro-silvo-pastoral et halieutique
3. 3-Croissance et la diversification de la production animale
4. 4-Restauration et la protection de terres et d'eau au moyen des activités HIMO et génératrices des revenus
5. 5-Conservation, transformation et la commercialisation des productions agro-silvo-pastorales et halieutiques
6. 6-Sensibilisation, animation et communication

Pour cela favoriser non seulement l'accès à la terre mais aussi à d'autres facteurs de production comme la technologie ou la mobilisation de financement pour le développement rural, en incorporant au secteur privé, qu'on considère comme nécessaire. D'un autre côté, dans un contexte dans lequel l'agriculture est l'un des secteurs qui absorbent la plupart de population active et en considérant les limitations relatives aux cycles climatiques pour son développement, la valeur ajoutée de l'Espagne est liée à l'agriculture d'irrigation, aspect qui doit être mis en valeur au service du développement du Niger.

L'autre des sous-secteurs dans lesquels la coopération espagnole pourrait jouer un rôle remarquable est celui-là de l'élevage, la deuxième source de revenus du Niger avec 36 millions de têtes de bétail. Dans ce sens, les régions de Maradi et surtout Tahoua, sont zones à vocation agropastorale avec une cabane importante d'élevage. L'intervention au sous-secteur de l'élevage serait orientée d'un côté au renfort de la chaîne de valeur depuis l'organisation de producteurs, en passant par la valorisation du produit et de la commercialisation, ainsi que la mise en place, aux périodes de crise et pour acquitter la vulnérabilité de la dite population, d'actions de "déstockage" stratégique (au moyen du séché de la viande) ou des banques de fourrage en relation avec la population nomade.

Ces initiatives doivent incorporer de la même manière une vision de marchés et de territoire plus ample que la coopération espagnole appuiera au moyen de la politique agricole régionale (ECOWAP) avec des programmes comme celui des réserves régionales d'aliments que stimule l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA).

Etant donnée la fragilité environnementale et sa vulnérabilité au changement climatique, toutes les activités d'augmentation de la production agro-pastorale devront se mettre en relation avec les graves problèmes de déforestation et de vulnérabilité au changement climatique qui caractérisent cette région du Sahel. Il sera nécessaire d'influer d'une forme plus visible sur l'analyse d'impact environnemental et sur des stratégies d'adaptation. À ce sujet il faut non seulement limiter au maximum les possibles effets négatifs d'un déficit pluviométrique croissant, mais favoriser la rentabilité des activités liées au reboisement et à la récupération de sols en considérant le surpâturage dans des régions déterminées. De plus, la Coopération Espagnole a l'intérêt particulier de prendre en considération la transversale du genre, en promouvant une plus grande égalité dans l'accès aux ressources, technologie et connaissance entre hommes et des femmes et en favorisant leur autonomisation. Il sera pour cela nécessaire d'influer sur l'analyse désagrégée par sexe et âge des enquêtes de vulnérabilité.

Dans ce contexte de vulnérabilité et de fragilité environnementale, contribuer à la durabilité énergétique est jugé très pertinent, et dans ce sens la Coopération Espagnole continuera d'explorer des voies complémentaires de travail susceptibles de stimuler l'usage des énergies renouvelables et de technologies respectueuses avec l'environnement et adaptées au contexte. Sans préjudice, d'utiliser d'autres instruments, en particulier, ces interventions seront encadrées dans le Programme d'appui au Centre des Énergies Renouvelables et d'Efficiences Énergétiques de Praia, dans le cadre de la coopération renforcée de la Coopération Espagnole avec la CEDEAO, et à travers des Appels à Proposition pour des Actions d'innovation.

### **OE3. Appliquer les systèmes de cohésion sociale, en mettant l'accent sur les services sociaux de bades.**

L'accès à la Santé, considéré comme droit fondamental, sera une ligne d'action de concentration dans ce cycle de coopération. De manière globale, en considérant que toujours moins de 50 % de la population nigérienne a l'accès à un système de base de santé, l'approche de résilience dans le secteur santé sera favorisé au moyen de l'appui à l'agrandissement de la couverture sanitaire, en influant sur les forums de coordination de donateurs sur les aspects liés au financement du système public sanitaire, ainsi que dans la disponibilité de l'attention sanitaire et de médicaments.

En cohérence avec ce pari, la canalisation principale de notre financement, en conformité avec les principes d'efficacité et de qualité de l'aide, continuera d'être réalisée au moyen de l'appui extrabudgétaire avec l'approche programmatique qui est donné au Ministère de Santé Publique à travers le Fonds Commun de Santé. Actuellement, ensemble avec l'AECID participent à ce mécanisme l'AFD, GAVI Alliance et l'UNICEF, et on prévoit l'incorporation du FNUAP dans les prochains mois et peut-être en 2015 la Banque mondiale. Cet appui systémique facilite le dialogue de politiques avec les autorités nationales et permet d'orienter l'appui programmatique à l'obtention des ODM. 4, 5 et 6.

L'expérience de la Coopération Espagnole dans le secteur, en termes d'amélioration de la santé maternelle et infantile et du renforcement de capacités du personnel sanitaire et de gestion du Ministère de tutelle, ainsi que des propres communautés, est une valeur ajoutée qui devra être capitalisée dans cette période. Dans ce sens, tandis que le Fonds Commun de Santé 2011-2015 contribue à l'ensemble d'indicateurs liés au Plan de Développement Sanitaire, d'autres instruments pourront être focalisés

d'une manière plus ponctuelle dans les aspects liés au renforcement de capacités ou dans d'autres indicateurs spécifiques liés aux conditions sociales de la santé qui ne sont pas traités nécessairement dans les services sanitaires puisqu'elles impliquent des mesures de communication, d'éducation non formelle et de sensibilisation adaptées.

En ce qui concerne la malnutrition, la problématique de base qui sert de pont entre les trois OE priorisées par la Coopération Espagnole, il faut mentionner que bien que les aspects liés au traitement palliatif apparaissent contemplés dans l'I3N, ceux-ci deviennent opérationnels aux Centres de Récupération Alimentaire coordonnés par la Direction Nationale de Nutrition du Ministère de Santé Publique. De plus, pour promouvoir la résilience dans le domaine sanitaire il sera nécessaire de travailler dans la prévention. Cela sera fait en promotionnant la mise en place de pratiques familiales essentielles qui favorisent le changement dans les comportements sur l'usage de nutriments; et dans le cas de l'OE du Développement Rural, en assurant une production agroalimentaire suffisante, variée et d'une qualité accessible aux familles vulnérables.

En considérant l'importance que la transversale du genre continuera de recevoir dans la Coopération Espagnole, on veillera à une plus grande équité dans le système sanitaire, en privilégiant de donner une attention aux causes de la mortalité maternelle élevée et en promouvant l'accès aux services de SSR. Il s'agit d'une problématique que de plus, impacte d'une manière directe dans la croissance exponentielle de la population nigérienne ces dernières années, dans un contexte de réduction de la mortalité infantile mais de déficit dans la disponibilité d'aliments et de services publics de bases. La transversale culturelle devra représenter un rôle éminent dans l'appui aux politiques adaptées comme peuvent être celles d'un espacement des grossesses, de prévention des grossesses précoces et de l'information sur les risques pour la santé maternelle des grossesses répétées.

Du point de vue de la transversale environnementale, la Coopération Espagnole fera partie avec la Stratégie pour la Résilience aux changements climatiques du Secteur Santé au Niger 2014-2020 en intégrant dans celle-ci ses interventions dans le secteur. Aussi on fera un effort pour la transversale de la diversité culturelle, avec toutes ses implications, dans les interventions du secteur santé.

Finalement, comme signataire du Compact IHP dès 2011, le Niger doit établir une cohérence dans l'implémentation des programmes sanitaires déclinés dans le PDS. Dans ce sens, le BTC du Niger à travers sa représentation à la Table Sectorielle Santé veillera à que la dite cohérence se produise.

### **3.1.2 Orientations stratégiques de sortie.**

D'autre part, en considérant que les autorités nigériennes ont apprécié l'intervention de la Coopération Espagnole dans l'Orient Stratégique de " Promotion des droits des femmes et l'égalité de sexes", il semble opportun de ne pas abandonner sans une stratégie adéquate d'accompagnement l'appui institutionnel accordé à l'exécution effective de la Politique Nationale du Genre dans ce nouveau cycle de coopération. À ce sujet, la mise en activité de la Maison de la Femme de Maradi, se présente comme une opportunité de mettre en marche des stratégies plus proches des bénéficiaires.

Pour cela on comptera avec les structures déconcentrées du Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant avec les autorités régionales, départementales et locales ainsi que d'autres acteurs de la coopération, en promouvant un cadre régional de coordination sectoriel dans les nouvelles infrastructures créées. Cette action spécifique aussi n'exclut pas de programmer des activités dédiées à l'amélioration des conditions de vie des femmes et des petites filles et au renforcement de leur position à l'intérieur de la communauté en relation directe avec les orientations stratégiques énumérées comme prioritaires et à celles qui seront intégrées nécessairement de forme transversale l'analyse du genre. De ce point de vue, l'autonomisation économique des femmes ou les approches concrètes en santé sexuelle et reproductive ou autres qui affectent spécifiquement les femmes seront abordées en impliquant les hommes, leaders d'opinion ou les leaders traditionnels et religieux.

Malgré être positivement évalué par les autorités nigériennes et de dispose d'un nombre limité de donateurs, le secteur Culture et Développement ne pourra pas, pour des raisons budgétaires et de

concentration, être objet d'attention prioritaire. À ce sujet, en capitalisant l'expérience acquise et avec les moyens disponibles de la part de la Direction de Relations Culturelles et Scientifiques, on cherchera à faciliter des actions de pointes qui servent à stimuler la production culturelle nigérienne, en mettant en valeur son potentiel économique et en renforçant son rôle comme moteur de valeurs de convivence dans la diversité ; la diversité culturelle, comme cela a été dit, sera considérée de forme transversale dans toutes les interventions de la Coopération Espagnole. D'une manière concrète, le Programme ACERCA de cette direction a un intérêt spécial en faisant des formations qui appuient l'insertion socioprofessionnelle des jeunes Dans les domaines liés à la culture et qui apportent une valeur ajoutée au développement durable.

Finalement, nous ne devons pas oublier l'existence d'un Fonds Fiduciaire l'Espagne-UNESCO, qui prévoit une intervention pour le "Renforcement de capacités dans le domaine de la Convention pour la Sauvegarde du Patrimoine culturel Immatériel", dont l'exécution est déjà coordonnée par le Ministère de la Culture et qui se développera en 2014.

### **3.2. Concentration géographique**

#### **3.2.1. Niveau d'incidence national**

En considérant que tous les secteurs de l'administration publique sont concentrés dans la capitale et que la plupart de l'économie et les centres de décision politique se trouvent là, Niamey continuera d'être le centre pour un dialogue de politiques avec le Gouvernement du Niger, ainsi que le lieu où se développent les initiatives de portée nationale.

#### **3.2.2. Régions et zones de concentration.**

Du point de vue des activités qui doivent avoir leur impact directement sur un territoire réservé, pour s'orienter aux groupes de population sélectionnés en fonction de leur vulnérabilité, l'analyse faite de ces premières années de coopération, donne comme résultat la nécessité de maintenir la même concentration géographique autour des régions de Tahoua, de Maradi et la Communauté Urbaine de Niamey dans lesquels la Coopération Espagnole travaille. En considérant que les impacts en matière du développement sont de cycle lent, il semble prématuré d'abandonner les zones dans lesquelles l'aide est utile.

Cette concentration ne s'appliquera pas nécessairement aux actions liées avec l'aide humanitaire, lesquelles se régiront par les principes de bases d'une aide coordonnée en situation d'urgence.

## **4. STRATÉGIE D'ASSOCIATION**

### **4.1. Ressources**

Le nouveau cycle de coopération espagnole - nigérienne qui s'initie avec l'établissement de ce MAP et la signature de la II Commission Mixte espagnole - nigérienne, aura une période de validité qui coïncidera avec les deux dernières années du PDES 2012-2015, on en prévoyant que dans sa troisième année aura lieu une révision pour l'alignement avec un nouveau Plan National de Développement 2016 et le commencement de la Programmation Conjointe de l'UE et la Suisse de la même date.

En considérant ce dernier, en relation avec les ressources financières et en tenant compte de la conjoncture de la crise qui affecte l'Espagne, durant la période du MAP le volume d'aide officielle au développement non remboursable de la CE pourrait se situer autour de 6,7 euros par an. Cette répartition se propose d'une manière légèrement décroissante le long de la période à l'effet de

promouvoir que le plus grand nombre d'initiatives soient financées au début du cycle et dans le cadre du PDES ce qui permettra une meilleure absorption des ressources.

PRÉVISION D'AOD POUR LE NIGER PÉRIODE 2014-2016		
2014	2015	2016
7.705.000 €	7.035.000 €	5.360.000 €
TOTAL	20,1 M €	

En cohérence avec la priorité du Niger dans la configuration générale de la Coopération Espagnole, on pourra utiliser tous les instruments disponibles de financement de coopération tant remboursable (FONPRODE) comme non remboursable (le Financement Bilatéral direct ou à travers des organismes non gouvernementaux, des apports des fonds multilatéraux, la Coopération décentralisée, la coopération technique destinée au renforcement institutionnel,...), compris les partenariats public – privées.

De la même manière, dans une consonance avec la promotion de la coopération régionale que l'Espagne réalise déjà à travers des divers fonds avec la CEDEAO ou l'UA, et si les autorités nigériennes l'estiment opportun dans le cadre de ses relations internationales, la possibilité il ya lieu, d'appuyer les initiatives de Coopération Triangulaire dans lesquelles un troisième pays en développement de l'espace UA prête une assistance technique adaptée aux nécessités du Niger et à son contexte socioculturel.

Par ailleurs, en considérant l'expérience acquise pendant la période de la 1<sup>o</sup> COMMIX et la nécessité de fortifier les institutions de l'administration nigérienne, le recours aux assistantes techniques pourrait être opportun pour appuyer les ressources humaines nationales sur les processus de planification, d'exécution et d'évaluation tant des politiques publiques comme, pour son cas, des programmes et des projets spécifiques. Cet accompagnement recevra l'appui du Bureau Technique de Coopération de l'Ambassade de l'Espagne au Niger, dans lequel on attend pouvoir augmenter le nombre de techniciens responsables de programmes de manière cohérente avec les zones d'intérêt formulées : développement rural et sécurité alimentaire et nutritionnelle, Approvisionnement de services de bases dans le domaine de la santé et d'Action humanitaire.

Il est finalement nécessaire de comptabiliser une petite somme mais suffisante de ressources financières et humaines pour pouvoir réaliser un programme d'évaluation cohérente avec la priorité que le IV Plan Directeur accorde à l'apprentissage institutionnel.

#### **4.2. Cohérence de politiques**

Le concept de cohérence de politiques publiques pour le développement est conçu comme un élément qui articule et un facteur clef pour l'obtention des résultats de développement, et ainsi a été intégré dans le processus d'élaboration du présent Cadre d'Association.

L'objectif est d'améliorer la qualité et l'efficacité du rôle de l'ensemble de la coopération espagnole au Niger, en rendant compatibles les objectifs du IV Plan Directeur à ceux du PDES nigérien. Cela implique la coordination de l'ensemble d'acteurs de la Coopération Espagnole, particulièrement avec le Ministère de l'Intérieur à travers son Attaché dans l'Ambassade de l'Espagne, dans la mesure ou le contexte d'insécurité qui caractérise la région saharo-sahélienne affecte de manière directe à l'exercice et la qualité de notre coopération. Également, on assurera la coordination et la cohérence avec d'autres



Ministères dont les compétences ou activités peuvent avoir un impact dans le développement du Niger (par exemple, le Ministère de l'Économie et du Commerce).

Finalement, on doit mentionner que le travail de Programmation Conjointe qu'on est en train de développer est intégré à l'intérieur des objectifs de l'"Agenda(Programme) pour le Changement" de l'Union Européenne et acceptés par l'Espagne comme état membre, en constituant un processus qui s'encadre dans les mêmes principes de cohérence ici exposés.

### **4.3. Systèmes de suivi et évaluation**

La Coopération Espagnole participera à la révision annuelle, au moyen terme et à la fin du PDES, ainsi qu'aux réunions des Comités Techniques Sectoriels créés pour les axes 3 (Sécurité Alimentaire et Développement Agricole Durable ) et 5 (Promotion du Développement Social), Le Ministère de Planification du Niger, à travers du Secrétariat Permanent du PDES, qui va diriger ces mécanismes, desquels on doit attendre comme résultats une feuille de route, ainsi que des documents correspondants de suivi et évaluation à chaque niveau, en plus des notes de renseignements des réunions célébrées. La présence de l'Ambassade/BTC à ces réunions conduira à la restitution convenable au GEC de l'information partagée par le gouvernement et qui ont un impact de n'importe quelle manière dans les relations de coopération. En considérant que le flux de l'information qui doit alimenter le suivi et évaluation de notre aide part nécessairement du niveau opérationnel, au moyen de l'identification correcte des indicateurs, chaque intervention doit prévoir son propre mécanisme de suivi et évaluation dans un alignement des résultats du développement auxquels la Coopération Espagnole s'engage à contribuer prioritairement. À ce sujet, le GSC servira sur le terrain comme le réseau dans lequel se croisent les principales conclusions du suivi et qui circuleront tant du bas (projets) vers le haut (politique sectorielle) comme depuis du haut (leçons apprises et recommandations) vers le bas (programmation opérationnelle), en alimentant ainsi un nouveau cycle de planification.

En plus, il est nécessaire d'avoir un cadre bilatéral de dialogue autour des contenus de ce Cadre d'Association Pays, avec la création d'un Comité de Suivi ad' hoc du Cadre d'Association Pays/Deuxième Commission Mixte hispano - nigérienne. Dans celui-ci, ensemble avec les Ministères nigériens de tutelle impliqués directement dans l'exécution du présent MAP, le GSC participera sous la présidence de l'Ambassadeur de l'Espagne et la coordination du Bureau Technique de Coopération et, chaque fois qu'il considère opportun, les représentants d'autres institutions du gouvernement et de la société civile nigérienne.

La révision du Cadre d'Association Pays/Deuxième Commission Mixte se produirait, suite à une entente préalable des parties, au dernier trimestre de 2015 en se fixant comme délai initial pour une évaluation globale au milieu de 2017. Dans ce cas, les deux parties pourront convoquer les réunions ordinaires (les prévues dans ces délais ou extraordinaires, quand les circonstances l'exigent.

La Coopération Espagnole mettra à la disposition les ressources nécessaires pour la réalisation des études préalables nécessaires pour le suivi et évaluation, en comptant pour cela de l'appui et la collaboration de la partie nigérienne

### **4.4. Une reddition mutuelle de comptes**

Aussi comme il a été exposé dans les activités de suivi et évaluation, la Coopération Espagnole mettra à profit les mécanismes déjà existants de dialogue et de coordination pour avancer dans un processus de concertation d'acteurs au Niger qui gagne progressivement dans une transparence. À ce sujet, la transformation du Comité OCDE en Comité de Coordination de Partenaires Techniques et Financiers suppose une invitation à d'autres coopérants non traditionnels pour se joindre à ces tables de reddition mutuelle de comptes.

En considérant la portée du dialogue, pour connaître l'avancée dans la réussite de résultats ou les possibles obstacles rencontrés, les mécanismes de reddition mutuelle de comptes s'établiront dans les deux même niveaux, global (pour l'ensemble des actions de notre coopération) et Sectoriel (pour les rôles spécifiquement encadrés dans une politique), déjà cités pour le suivi et évaluation.

Pour assurer la transparence de ce mécanisme bilatéral et l'implication de la société civile nigérienne, l'accord-cadre d'association qui lie la coopération espagnole avec les résultats de développement du pays sera de caractère public et les réunions célébrées incluront comme produits une note de presse avec les points traités et les principales conclusions et accords adoptés, qui sera mise à la disposition pour être divulguée par les médias de presse écrite et de télévision. Cela conduira à la prévision des ressources et des capacités nécessaires qui seront mises à la disposition du BTC/Ambassade de l'Espagne pour le suivi de ce MAP.

## ANNEXE I: LA QUALITÉ DU DIALOGUE

De manière spécifique, 93,7 % des PTF interrogés signalent les difficultés dans leur travail avec les institutions nationales. On cite les suivantes:

PTF	OSC
1. Manque d'instruments efficaces d'exécution, ainsi que les instruments de suivi et reddition de comptes technique et financier, conformément aux procédures nationales	1. Faiblesses au niveau de la procédure, indisponibilité du personnel ou manque de moyens
2. Ralentir la prise de décision et faible réactivité : manque de vision stratégique	2. Faible coordination, motivée par le manque d'information et de la faible participation de la société civile dans la définition des politiques
3. La faible mobilisation des ressources nationales dans la mise en œuvre des programmes	3. Mauvaise perception et la méconnaissance du rôle de des organisations de la société civile de la part de l'administration

Le manque de réponses concernant le dialogue au niveau local montre un moindre dialogue à ce niveau. Cependant, les réponses obtenues reflètent l'information suivante sur les difficultés dans les régions :

PTF	OSC
1 Le manque de moyens et de ressources, matérielles, techniques et financières ; les faiblesses techniques	1 Le manque de moyens et de ressources, matérielles, techniques et financières ; les faiblesses techniques
2. Le manque d'appropriation des politiques publiques et vision stratégique	2. Faible niveau de formation et d'information des collectivités locales
3 Mécanismes de coordination insuffisante	3. Faiblesse dans la coordination et la mise en œuvre des mécanismes pour assurer la durabilité des interventions

## ANNEXE II: LES AVANTAGES COMPARATIFS DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE

Les 26 PTF qui ont répondu à l'enquête, par laquelle ils ont pris connaissance des secteurs d'intervention de la Coopération espagnole au Niger (en prenant comme référence les secteurs de concentration de la I<sup>o</sup> COMMIX), leurs a permis d'évaluer notre présence de la manière suivante :

	PTF	OSC
SANTÉ	11	8
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE/ DEVELOPPEMENT RURAL	9	8
GENRE EN DÉVELOPPEMENT	6	7
CULTURE ET DÉVELOPPEMENT	2	5
AUTRES SECTEURS ÉNONCÉS	ÉDUCATION GOUVERNANCE JEUNESSE	EAU ET ASSAINISSEMENT ÉDUCATION ÉNERGIE GOUVERNANCE JUSTICE ENVIRONNEMENT
SANS RÉPONSE	3	1

	FORCES	FAIBLESSES
PTF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervention dans des secteurs stratégiques pour le Niger et avec une approche cohérente et alignée avec les politiques nationales.</li> <li>• la Concurrence technique, la coordination et la complémentarité de la coopération.</li> <li>• Ouverture au dialogue et la concertation, particulièrement dans le secteur la Santé, dans l'esprit de la Déclaration de Paris.</li> <li>• Dynamisme.</li> <li>• Engagement pour la réalisation de la Programmation Conjointe</li> <li>• Forte expérience dans le Développement rural et l'intégration dans les politiques nigériennes de Sécurité Alimentaire.</li> <li>• Intérêt pour les secteurs faiblement financés par d'autres acteurs comme la Culture.</li> <li>• Forte association avec le Système des NNUU et d'autres acteurs non étatiques au Niger.</li> <li>• la Considération d'approches transversales comme les droits de l'homme et le genre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limitation des ressources financières en relation avec les nécessités du pays.</li> <li>- Limitation d'accords d'association avec les Collectivités Locales.</li> <li>- Manque de Personnel Technique.</li> <li>- Peu de visibilité et restitution des résultats obtenus</li> <li>- Absence d'approche plus globale</li> </ul>
OSC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pertinence du Programme de Coopération. En particulier, avec l'intégration de l'approche genre.</li> <li>- Forte implication dans les processus de dialogue, avec les PTF et avec les OSC. Approche participative</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la Diminution du financement aux OSC locales</li> <li>• Difficultés administratives liées à l'exigence d'utiliser une langue espagnole dans les procédures de financement et à la méconnaissance de</li> </ul>

<p>- Mécanismes de mobilisation de fonds flexibles · Appui technique à la mise en place des projets.</p> <p>- Transparence et l'information continue, avec mécanismes de rencontre et d'échange. Une proximité</p> <p>- Appui aux OSC, bien à travers d'un financement direct bien en association avec des ONG espagnoles.</p>	<p>cela de la part des OSC. Des procédures administratives très lourdes.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Absence de cadres formels de collaboration avec les ONGD locales.</li><li>• Faiblesse au niveau de la durée des financements, des frais de structure convenus aux ONG locales et des actions de renforcement de capacités dirigées aux partenaires locaux.</li><li>• Peu de suivi sur le terrain des projets et l'absence d'évaluations</li><li>• Zone d'intervention limitée</li></ul>
--	--

ACTA DE ADOPCIÓN DEL MARCO DE ASOCIACIÓN PAÍS (MAP)  
ENTRE NÍGER Y ESPAÑA

El 17 de septiembre de 2014 se reúnen en Madrid el Ministro de Estado, Ministro de Asuntos Exteriores, de Cooperación, de la Integración Africana y de los Nigerinos en el Exterior de Níger y el Ministro de Asuntos Exteriores y de Cooperación de España, con el objetivo de aprobar el Marco de Asociación entre ambos países.

A lo largo de los últimos meses, ambos Gobiernos han trabajado conjuntamente, en diálogo con la sociedad civil, para establecer las principales orientaciones de la Cooperación Española en Níger. Esas orientaciones se recogen en el Marco de Asociación País (MAP), que se anexa a esta Acta, y que constituye una estrategia compartida por ambos países hacia objetivos y visiones comunes de desarrollo humano y de reducción de desigualdades para el periodo 2014-2016.

Este MAP ha puesto especial énfasis en el principio de apropiación y alineamiento con las prioridades identificadas por el Gobierno de Níger, que se reflejan en el Plan de Desarrollo Económico y Social (PDES) 2012-2015 y en los distintos documentos de planificación sectoriales.

El Marco de Asociación País pretende ser un instrumento estratégico, realista, selectivo y concentrado. El compromiso mutuo y la responsabilidad compartida entre España y Níger se vertebran alrededor de un limitado número de resultados de desarrollo fijados de común acuerdo, adaptados al nuevo contexto de Níger y en convergencia con la actual política española de cooperación internacional para el desarrollo; todo ello poniendo en valor el camino recorrido conjuntamente en torno a aprendizajes, logros y resultados.

En virtud de lo expuesto, ambos Ministros expresan su voluntad de adoptar el Marco de Asociación adjunto, emplazándose a la ejecución puntual de los compromisos adquiridos, y para ello firman la presente Acta, en Madrid, el día 17 de septiembre de 2014, en cuatro ejemplares, dos en francés y dos en español, igualmente válidos.

Por la República de Níger

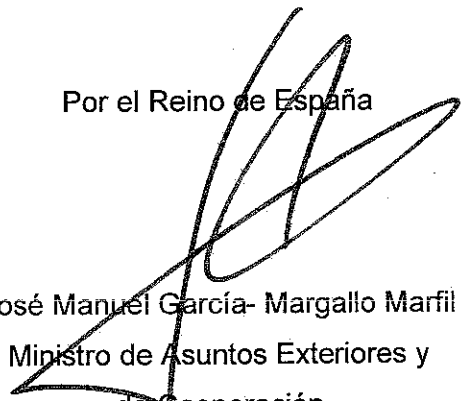


Mohamed Bazoum  
Ministro de Estado

Ministro de Asuntos Exteriores,

de Cooperación, de la Integración Africana y de  
los Nigerinos en el Exterior

Por el Reino de España



José Manuel García-Margallo Marfil  
Ministro de Asuntos Exteriores y  
de Cooperación

**MARCO DE ASOCIACIÓN PAÍS  
NÍGER-ESPAÑA**

## CONTENIDO

1. ANTECEDENTES .....	3
1.1. Contexto del país.....	3
1.2. Agenda de la eficacia .....	4
1.3. Diálogo con el país socio.....	4
1.4. Estrategias y Políticas de Desarrollo de Níger.....	5
1.5. Realizaciones de la Cooperación Española.....	6
2. ANÁLISIS.....	7
2.1. Alineamiento .....	7
2.2. Calidad del diálogo con Níger .....	8
2.3. Ventaja comparativa .....	9
3. DECISIONES ESTRATÉGICAS .....	10
3.1. Orientaciones Estratégicas de Concentración .....	10
3.2. Concentración geográfica.....	14
3.2.1. Nivel de incidencia nacional .....	14
3.2.2. Regiones y zonas de concentración.....	15
4. ESTRATEGIA DE ASOCIACIÓN.....	15
4.1. Recursos.....	15
4.2. Coherencia de políticas.....	16
4.3. Sistemas de seguimiento y evaluación .....	16
4.4. Mutua rendición de cuentas .....	17

**ANEXO I: La calidad del diálogo.**

**ANEXO II: Las ventajas comparativas de la Cooperación Española.**



## **ANTECEDENTES**

### **1.1. Contexto del país**

Níger es un país continental enclavado dentro de una región de clima tropical seco, extendido sobre una superficie de 1.267.000km<sup>2</sup> y situado a 1.000 kms de la costa (Cotonou) en África Occidental. Su población con una tasa de crecimiento estimada en 2012 en 3,9%, se cifra en 17.138.707 millones de habitantes. En términos económicos, tras la fuerte aceleración del PIB en 2012 (11,1%), en 2013 se muestra una desaceleración del crecimiento (3,6%), situando el PIB nominal en 311,54 € (todavía muy por debajo de la media del África Subsahariana).

En el último informe de Naciones Unidas sobre Desarrollo (PNUD, 2013), y a pesar de que ha habido avances en su IDH (0'304), Níger comparte el puesto 186 de la clasificación junto con la República Democrática del Congo.

Varias son las razones que podrían explicar la situación de pobreza y alta vulnerabilidad de Níger:

- Geográficamente, Níger es un país enclavado cuyo puerto más cercano, Cotonou, se encuentra a 1000 Kms. Esto y la falta de infraestructuras y conexiones aéreas y terrestres condiciona enormemente las relaciones comerciales. Además dos tercios del país se sitúan en la zona sahariana, lo cual resta una inmensa superficie a la actividad agrícola, que se desarrolla sólo en la franja sur y en pequeñas zonas de oasis, donde se concentra la población. Las zonas fronterizas con el desierto tienen vocación ganadera. Dada su gran dependencia del ciclo de lluvias Níger es, según el FIDA, el país con mayor vulnerabilidad al cambio climático de África Subsahariana.
- Geopolíticamente, las fronteras nigerinas se caracterizan por una gran permeabilidad, en un contexto altamente inestable, con presencia de AQMI y otros grupos armados. Como consecuencia existe población refugiada procedente del conflicto de Mali, y de la ofensiva del gobierno nigeriano contra Boko Haram al norte de Nigeria. Desde el punto de vista poblacional, Níger cuenta con 17.138.707 de habitantes (INS, mayo 2014), con 10 grupos etnolingüísticos de los cuales los djarma (en torno al 20%) predominan en la capital, si bien los haoussa son los más numerosos (en torno al 50%). Con una tasa de crecimiento del 3'9% y una tasa de fecundidad de 7'6 hijos por mujer, la más alta del mundo, esta población probablemente llegue a duplicarse en 2030. Ello plantea desafíos importantes en materia de incremento del gasto social partiendo de la base de que en torno al 80% de esta población vive en situación de pobreza extrema, es analfabeta, rural y joven (más de la mitad es menor de 15 años). Un medioambiente frágil y una economía con fuerte dependencia de actividades agropastorales y de los períodos de lluvias, unidos a una fuerte presión antrópica, son factores a considerar en el origen de las crisis alimentarias que sufre el país y que se han acentuado en la última década (2005, 2008, 2010 y 2012). Consecuentemente, un gran porcentaje de la AOD que recibe el país se destina a ayuda humanitaria.
- En el contexto político, el país viene intercalando desde su independencia gobiernos democráticos con otros de toma de poder por parte de estamentos militares. Esta discontinuidad ha limitado la planificación y los compromisos a largo plazo. El gobierno de la VII República inaugurada en 2011 está comprometido con la consolidación definitiva de la Democracia y el Estado de Derecho y ha establecido un programa a medio plazo (Renaissance) que permite una planificación de los esfuerzos nacionales e internacionales para el desarrollo del país. El objetivo es convertir a Níger en un país emergente.
- La economía nigerina está basada en el sector agropecuario y forestal, que ocupa a más del 80% de la población activa y contribuyó en 2010 al 45'2% del PIB nacional (INS y Ministerio de Agricultura de Níger). Considerando la fuerte dependencia de factores climáticos y sus impactos, la inseguridad alimentaria incide negativamente en la esperanza y calidad de vida de la población. Las estadísticas nos hablan de que 4 de cada 10 niños nigerinos menores de 5 años sufre de malnutrición crónica, estando 1 de cada 10 en situación de desnutrición aguda. Asimismo, se pone en evidencia una feminización de la pobreza, con un consumo per capita en

hogares dirigidos por mujeres menor del 45%, un índice de desigualdad de género elevado (0'707) y una escasa posibilidad de acceso al empleo (27'4%) y al crédito (17'5%) por parte de las mujeres (PNUD, 2012). Frente a esta realidad cabe contrastar el alto potencial minero del país (uranio, carbón, oro, petróleo), sector que por el momento contribuye en un 9'2% al PIB nacional y que podría convenientemente gestionado mejorar los índices de pobreza y desigualdad, contribuyendo a la aparición de una clase media.

Desde el punto de vista de la presencia de cooperación internacional, 15 donantes suman el 90% de la AOD suministrada. A pesar de la ayuda (cuyo peso viene fluctuando entre el 7% y el 11% del presupuesto nacional), existe consenso sobre la imposibilidad de alcanzar el Objetivo del Milenio nº 1 en Níger, esto es, reducir a la mitad para 2015 la tasa de pobreza relativa que en 2010 era de un 65'9%. Ello obliga a plantear horizontes de cooperación y desarrollo de mucho mayor alcance.

## **1.2. Agenda de la eficacia**

Aunque Níger no formó parte de los países de la zona (Benín, Mali, Senegal) que participaron en la "Evaluación de la implementación de la Declaración de París", es signatario, al igual que España, de los tres grandes foros internacionales sobre la eficacia de la Ayuda (París, Acra y Busán). Como firmante de estos compromisos en 2014 se harán públicos los resultados de la encuesta 2013 sobre el seguimiento de la asociación mundial para una cooperación eficaz al servicio del desarrollo (Encuesta de seguimiento al Foro de Busán).

Esta asociación para el desarrollo implica también un esfuerzo por avanzar en la armonización de actores. A ese respecto, los socios técnicos y financieros, incluyendo a España, han mostrado su voluntad de mejorar este compromiso de la agenda de la eficacia abriendo el tradicional Comité de donantes OCDE/DAC, desde el que tradicionalmente se coordina la ayuda oficial al desarrollo, a la participación de otros actores donantes "no tradicionales", de manera que exista mayor visibilidad y transparencia de las aportaciones globales. Turquía ha aceptado participar en este nuevo comité de donantes, pero no así China ni los países árabes.

El compromiso de España en cuanto a una mayor armonización es firme y se circunscribe en primer lugar al marco de la Unión Europea. Es en este contexto en el que las Cooperaciones bilaterales de Estados Miembros -EEMM- operativas en Níger (Alemania, Bélgica, Dinamarca, España, Francia y Luxemburgo) junto con Suiza, han iniciado ya un proceso de planificación estratégica conjunta coincidiendo con la formulación del XI FED, cuya ejecución tendrá lugar entre 2016 y 2019. Cabe esperar así que 2016 marque un avance importante en los mecanismos de programación conjunta de cooperación de los EEMM de la UE y Suiza con los que se espera mejorar la eficacia de un volumen importante de los fondos de cooperación que Níger recibe.

## **1.3. Diálogo con el país socio**

España inició el despliegue de su cooperación con Níger tras la firma en 2007 del Acuerdo Marco de Cooperación y la celebración en 2008 de la I Comisión Mixta hispano-nigerina (2008-2010, prorrogada a solicitud de la parte nigerina). En 2008 se abrió también la Oficina Técnica de Cooperación. Muestra del compromiso de España con el desarrollo de Níger es su inclusión en el III Plan Director de la Cooperación Española como país de "asociación amplia" y, sobre todo, su mantenimiento como país prioritario en el actual IV Plan Director 2013-2016, en un contexto de mayor concentración geográfica de la Cooperación Española.

El diálogo sobre las relaciones bilaterales generales y de cooperación, coordinado por el Ministerio de Asuntos Exteriores, Cooperación, Integración Africana y de los Nigerinos en el Exterior, se complementa con el diálogo específico que en materia de desarrollo se articula en torno al Plan de Desarrollo Económico y Social 2012-2015 (PDES), coordinado éste por el Ministerio de Planificación,

Ordenamiento Territorial y Desarrollo Comunitario. Ambos departamentos son interlocutores de fundamental importancia en las relaciones de cooperación entre España y Níger.

Por lo general, por debajo del nivel de política general de desarrollo cuyo diálogo concierne a los Jefes de Misión, la mayor parte de los actores de cooperación se sirve de las mesas de coordinación y grupos de trabajo existentes en el país en torno a las políticas sectoriales. España ha venido participando como actor activo en aquellas mesas de diálogo relacionadas con sus prioridades: seguridad alimentaria y nutricional, salud, género y acción humanitaria (DNPGCCA y "clusters" de Naciones Unidas)

#### **1.4. Estrategias y Políticas de Desarrollo de Níger**

La visión estratégica de la política de desarrollo nigerina se plasma en tres documentos complementarios orientados, respectivamente, al largo, medio y corto plazo: la "Estrategia de Crecimiento Sostenible y Crecimiento Inclusivo, Níger 2035" (SDDCI, conocida como "Programa Renacimiento de Níger"), el "Plan de Desarrollo Económico y Social 2012-2015" (PDES), ya citado, y el "Programa Intermedio de Concentración de la Acción Gubernamental" (PICAG). Además se viene imponiendo una planificación anual en cada política ministerial, la cual alimenta la ley de presupuestos generales del Estado.

En sus relaciones de cooperación, España reconoce el PDES 2012-2015 como marco de referencia único de las intervenciones del gobierno y sus socios. Este Plan identifica cinco ejes estratégicos a partir de los cuales se pretende mejorar la situación actual:

1. La creación de unas condiciones para un desarrollo sostenible, equilibrado e inclusivo. Para ello se tratará de reforzar las bases de la economía y de su potencial para crecer de manera acelerada, consolidando los fundamentos de un desarrollo durable.
2. La consolidación de la credibilidad y de la eficacia de las instituciones públicas. En este sentido se trata de garantizar la igualdad de la ciudadanía en el acceso a los servicios públicos y la mejora de la credibilidad de las instituciones nacionales.
3. La seguridad alimentaria, el desarrollo agrícola sostenible. Estas se integran en la I3N, que trata de crear las condiciones que permitan hacer frente a todo riesgo de inseguridad alimentaria y nutricional, asegurando el papel del sector agrícola como vector de la transformación social y crecimiento económico.
4. La creación de una economía competitiva y diversificada para un crecimiento acelerado e inclusivo. En este sentido, las autoridades nigerinas pretenden adoptar una nueva visión de políticas sectoriales que tengan en cuenta los diferentes desafíos existentes y que favorezcan una transformación de la estructura de la economía a largo plazo.
5. La promoción del desarrollo social, siendo sus objetivos incrementar las rentas y el empleo, desarrollar la educación, la enseñanza y la formación técnica y profesional, la salud (particularmente la maternal e infantil), la protección social y el acceso a los servicios energéticos modernos.

En conjunto el Gobierno ha definido 11 resultados estratégicos a los que contribuyen 86 programas identificados como acciones prioritarias. Se aprecia, sin embargo, que los resultados identificados y de los cuales se hace seguimiento y evaluación por medio de una Secretaría Permanente de puesta en marcha del PDES, no están tanto orientados hacia resultados de desarrollo sino que recogen las diferentes actividades propuestas en cada programa. Esto plantea retos importantes a la hora de hacer el seguimiento y evaluación del impacto de la ayuda, que se detiene en el nivel de ejecución de actividades o en la entrega de productos.

Un reto adicional es que la inversión pública en el marco de este PDES se ha considerado sobre la base de datos demográficos inferiores a la población real, lo que podrá impactar a la baja en los indicadores de desarrollo social ya que la distribución per cápita será menor.

## **1.5. Realizaciones de la Cooperación Española**

La 1ª COMMIX hispano-nigerina, establecía seis ejes de intervención estratégica para su periodo de vigencia, conteniendo algunos de ellos varias políticas sectoriales:

1. Gobernabilidad democrática, desarrollo institucional y participación ciudadana.
2. Cobertura de necesidades sociales primarias y promoción del tejido productivo.
  - a. Soberanía alimentaria y lucha contra el hambre.
  - b. Salud.
  - c. Agua y saneamiento.
  - d. Protección de la población en situación de vulnerabilidad.
3. Aumento de capacidades económicas.
4. Género y desarrollo.
5. Medio-ambiente.
6. Otros sectores.
  - a. Cultura y desarrollo.
  - b. Promoción del deporte.

En la reunión de revisión de esa 1ª COMMIX, celebrada en mayo de 2012, quedó de manifiesto que los compromisos financieros se habían superado ampliamente, al sobrepasar sólo las aportaciones de la AECID en el periodo 2008-2011 los 58M€. En total, en el periodo 2008-2012, la AOD española neta destinada a Níger superó los 107M€.

El 80% de los fondos movilizados en el período de vigencia de la I COMMIX se concentraron en tres sectores:

- Desarrollo rural, con una clara orientación hacia la seguridad alimentaria y nutricional, ha ocupado un lugar central en el programa de la Cooperación Española en Níger. En el periodo 2008-2012, se destinaron 37M€ a este sector, a lo que habría que añadir otros 20M€, movilizados para responder a las crisis alimentarias a través de la Oficina de Ayuda Humanitaria (OAH).
- Cobertura de las necesidades básicas de la población nigerina: salud. Durante el período de vigencia de la I Comisión Mixta, el sector salud absorbió un 22% de los fondos desembolsados por la Cooperación Española.
- Género, habiéndose desarrollado durante la 1ª COMMIX un total de 26 intervenciones (más de 5 millones de euros).

Asimismo, el sector cultura y desarrollo ha sido objeto de una atención especial.

La AOD española se ha canalizado en Níger a través de cuatro tipos de instrumentos:

- Cooperación bilateral directa vía proyectos, programas y apoyo programático (Fondo Común de Salud y Dispositivo Nacional de Prevención y Gestión de Crisis y Catástrofes Alimentarias).
- Cooperación bilateral a través de ONGD (aproximadamente 40 ONGD españolas, nigerinas e internacionales).
- Cooperación multilateral, a través de las principales organizaciones del Sistema de Naciones Unidas presentes en el país, destacando en este sentido, la aportación española al Fondo ODM.
- Cooperación regional, a través del Programa de cooperación con la CEDEAO (Apoyo a la política agrícola regional canalizada a través del migración y desarrollo, energías renovables) y el Fondo España – NEPAD.

Las regiones de Tahoua y Maradi, la Comuna Urbana de Niamey y la región de Agadez han concentrado la mayor parte del volumen de AOD desembolsada por España en Níger.

## **2. ANÁLISIS**

### **2.1. Alineamiento**

Como ya se ha adelantado al revisar las realizaciones de la Cooperación Española en Níger, todas sus intervenciones se encuentran y se encontrarán amparadas por los textos de política de desarrollo de Níger; el principal, el Plan de Desarrollo Económico y Social 2012-2015 (PDES).

#### **SEGURIDAD ALIMENTARIA Y NUTRICIONAL EN EL PDES:**

La aprobación en abril de 2012 de la nueva estrategia para la puesta en marcha de la "Iniciativa 3N - I3N- para la seguridad alimentaria y el desarrollo agrícola sostenible, implica un nuevo marco de referencia para la cooperación en el sector rural. Tomando como partida el eje 3 del PDES 2012-2015, la I3N identifica a su vez cinco ejes estratégicos:

1. Aumento y diversificación de las producciones agropecuarias, forestales y acuícolas
2. Aprovechamiento regular de los mercados rurales y urbanos con productos agrícolas y agroalimentarios
3. Mejora de la resiliencia de las poblaciones frente a los cambios climáticos, las crisis y los desastres
4. Mejora del estado nutricional de los nigerinos y las nigerinas
5. Animación y coordinación de la Iniciativa 3N
- 6.

Para la puesta en marcha de la Estrategia, se ha elaborado un Plan de inversiones prioritario (PI-3N) para el período 2012-2015 que está compuesto por 11 programas:

1. Aumento de las superficies y las producciones agrícolas bajo regadío
2. Modernización de los sistemas de producción de productos agrícolas extensivos (cereales y leguminosas)
3. Apoyo a los sistemas de producción basados en la ganadería extensiva (pastos y forrajes)
4. Intensificación de sistemas de producción animal de ciclo largo (carne y leche de vacuno, ovino y caprino)
5. Intensificación de sistemas de producción animal de ciclo corto (avicultura de carne, huevos y acuicultura)
6. Gestión sostenible de los recursos naturales y la biodiversidad
7. Valorización de los productos y subproductos forestales (fruta, leña y otros subproductos no leñosos)
8. Transformación y comercialización de productos y subproductos agropecuarios, forestales y acuícolas
9. Refuerzo de la Resiliencia de las poblaciones frente a las crisis alimentarias y los desastres
10. Mejora del estado nutricional de los nigerinos/as
11. Refuerzo de las capacidades para la puesta en marcha de la "Iniciativa 3N"

Por último, desde el punto de vista de la integración de las líneas transversales, las instituciones nigerinas aprecian que se ha producido una valoración adecuada de las mismas y explican que el PDES vincula directamente esta integración con la sostenibilidad de las acciones. En particular, el eje 2 del PDES ("Creación de condiciones para un desarrollo sostenible, equilibrado e inclusivo") es concebido como la respuesta a los problemas relacionados con la inserción de los enfoques medioambientales y de cohesión social. De igual manera la cultura es vista como un elemento de dinamización económica y social, y se encontraría incorporada asimismo en los programas de educación.

### SALUD en el PDES:

Todas las intervenciones de la Cooperación Española se alinean con el Plan de Desarrollo Sanitario (2005-2010 y 2011-2015). Dicho Plan recoge indicadores de avance en el desarrollo de cara al seguimiento y evaluación que son reportados semestralmente; sin embargo las dificultades existentes para la recogida y validación de datos ha reducido el seguimiento a 10 indicadores clave que son compartidos con los actores del sector en las reuniones anuales del Comité Técnico Nacional de Salud.

En 2015, año en que vence el actual PDS, el Ministerio de Salud Pública y sus socios técnicos y financieros deberán iniciar la formulación de un nuevo Plan, lo que supone una buena oportunidad para recoger las lecciones aprendidas de esta etapa en materia de alineamiento y gestión para resultados de desarrollo.

### GÉNERO en el PDES:

En el PDES 2012-2015, si bien varios de los programas propuestos en distintos sectores contemplan cuestiones de género, se ha incorporado también un objetivo específico relacionado con la "Reducción de las desigualdades y las inequidades de género" en su Eje nº 5 de Desarrollo Social. En él se recogen dos programas: el de promoción de derechos y el de promoción de oportunidades económicas. De alguna forma estos dos programas dan continuidad a los objetivos 2 y 3 de la Política Nacional de Género. Ello corresponde con idéntico interés del IV Plan Director de la Cooperación Española (2013-2016) en su apartado II.5 dirigido a "Promover los derechos de las mujeres y la igualdad de género".

La Política Nacional de Género cuenta con un Plan Decenal 2009-2018 en el que existen indicadores de desarrollo, si bien muchos de ellos no figuran en el actual Plan Trienal 2013-2015 que el Ministerio de tutela ha elaborado con apoyo de la CTB.

### CULTURA Y DESARROLLO en el PDES:

El PDES en su Eje nº5 de "Promoción del desarrollo social" cuenta con un Efecto sectorial 8 de "Mejora de la competitividad de las industrias culturales" que incluye dos programas: "Mejora de las condiciones de desarrollo cultural" y "Valorización del patrimonio". Para la Cooperación Española el sector de la Cultura se aprecia desde una doble componente, como transversal relacionada con el análisis de la diversidad cultural, y como un objetivo a promover en el marco de los bienes públicos globales.

Más allá del marco global en el que se identifican los objetivos programáticos citados no existe un plan de acción con indicadores de desarrollo con los que alinearse.

## **2.2. Calidad del diálogo con Níger**

Desde el punto de vista del diálogo político general se aprecia una franca colaboración y la comunidad de donantes ha valorado muy positivamente el esfuerzo realizado por Níger en este proceso de definición y planificación de las políticas nacionales y sectoriales. La calidad de este diálogo en el marco de la ejecución de la ayuda, sin embargo, depende del grado de madurez de cada sector y de las capacidades de sus equipos directivos. En muchos casos se constatan dificultades para la puesta en marcha efectiva de los programas sectoriales las cuales parecen derivarse, principalmente, de insuficiente inversión pública, lo que limita la sostenibilidad, de una rotación elevada del capital humano en las administraciones públicas, que provoca una descapitalización del conocimiento obligando a una permanente formación de los recursos humanos y dificulta la consolidación del concepto de "servicio público".

A este respecto, debe señalarse que en 2012 el PNUD contabilizaba hasta 25 espacios de diálogo sectorial en ámbitos de diferente calado y con distintos nombres, una dinámica que ha merecido un largo periodo de reajustes. Para avanzar en el proceso de concertación, el Ministerio de Planificación ha establecido un Comité Técnico Nacional de Concertación alimentado por cinco comités técnicos sectoriales, tantos como ejes tiene el PDES 2012-2015. Aunque la voluntad de avanzar en la calidad del seguimiento de los compromisos de desarrollo nacionales es inequívoca, el margen de mejora es amplio, sobre todo en cuestiones relacionadas con la gestión para resultados de desarrollo, la obtención de datos relevantes según indicadores cualitativos y la articulación entre los distintos niveles de la administración

Para conocer la percepción que otros socios técnicos y financieros (STF) presentes en Níger tienen del diálogo con las autoridades nacionales y conocer las dificultades en las relaciones con los agentes públicos, la Cooperación Española realizó una encuesta entre 37 instituciones bilaterales, multilaterales y no gubernamentales. Los resultados, que se incluyen como Anexo I, mostraron que tanto los STF como las organizaciones de la sociedad civil (OSC) valoran la calidad de diálogo de políticas en Níger de media a muy alta. Sin embargo puntúan de manera menos positiva la puesta en marcha de los planes de acción, el realismo presupuestario y la calidad de los indicadores de desarrollo. La conclusión a este respecto es que existen los marcos políticos adecuados para un alineamiento general de objetivos, pero su calidad desde el punto de vista de la ejecución, del seguimiento y de la evaluación es mejorable.

### **2.3. Ventaja comparativa**

Las mismas encuestas realizadas para conocer la calidad del diálogo sirvieron para obtener la percepción que otros actores de la cooperación presentes en Níger tienen sobre la Cooperación Española y su posible ventaja comparativa.

El resultado, que se incluye como Anexo II, reflejó un mejor conocimiento de nuestra cooperación en los ámbitos de la Salud, la Seguridad Alimentaria y Nutricional y la Igualdad de Género. No obstante, dado que esta información puede tener más relación con la visibilidad de la Cooperación Española que con la calidad de la ayuda, la encuesta también introdujo preguntas vinculadas a las fortalezas y debilidades, con el resultado que refleja la tabla incluida en el Anexo II

Los propios actores de la Cooperación Española, configurados en un Grupo Estable de Coordinación, hicieron un ejercicio interno de valoración de la ventaja comparativa de la Cooperación Española, para cada una de las Orientaciones y Líneas de acción recogidas en el IV Plan Director, de acuerdo con sus propias experiencias, competencias y proyección de futuro. Se tuvieron en cuenta en particular los criterios de ventaja comparativa utilizados por la Unión Europea y que se relacionan, principalmente, con evaluaciones realizadas, experiencia acumulada, capacidades técnicas, oportunidades en el marco de la transferencia de conocimientos y creación de sinergias. El resultado arrojó como conclusión que **las Orientaciones Estratégicas mejor valoradas fueron:**

- Fomentar sistemas de cohesión social fomentando los servicios sociales básicos, en su Línea de "Derecho humano a la salud: equidad y cobertura universal", con 4,08 / 5
- Promover oportunidades para los más pobres, en su línea de "Desarrollo rural y territorial y la agricultura como sector clave", con 3,2 / 5
- Promover los derechos de las mujeres y la igualdad de género, con 3,02 / 5.

### **3. DECISIONES ESTRATÉGICAS**

#### **3.1. Orientaciones Estratégicas de Concentración**

La revisión realizada de los primeros años de cooperación entre España y Níger (I COMMIX) arrojó un saldo muy favorable, principalmente en cuanto al cumplimiento de los compromisos presupuestarios asumidos por parte de España, que fueron superados con creces. Pese a todo, las circunstancias de seguridad y la amplitud del territorio pusieron de manifiesto la **conveniencia de buscar una progresiva concentración**, tanto geográfica (en torno a las regiones de Tahoua, Maradi y la Comuna Urbana de Niamey) como sectorial (Desarrollo Rural/Seguridad Alimentaria, Servicios Sociales Básicos-Salud, Género en Desarrollo y Cultura y Desarrollo).

En el actual marco de disponibilidad presupuestaria limitada y atendiendo a nuestros compromisos con la eficacia de la ayuda, parece lo más adecuado continuar con la tendencia indicada, avanzando en un proceso de concentración estratégica en el período 2014-2016. En este sentido, considerando la experiencia adquirida, la magnitud de los problemas a los que nuestra colaboración trata de aportar soluciones y la funcionalidad de los mecanismos de coordinación existentes, la Cooperación Española en Níger se propone **contribuir a la mejora de la Seguridad Alimentaria y Nutricional de la población nigerina más vulnerable, previniendo sus causas, interviniendo sobre sus efectos y construyendo resiliencia a nivel local, nacional y regional.**

En coherencia con este objetivo y con el objetivo último de la Ley de Cooperación Española, que es la lucha contra la pobreza, las líneas de acción vinculadas a la **Seguridad Alimentaria y Nutricional** y al **Desarrollo Rural** continuarán absorbiendo la mayor parte de los fondos de la Cooperación Española en el ciclo de planificación que se inicia. Intervenir sobre la prevención y las consecuencias de la malnutrición, en particular la malnutrición aguda global (moderada o severa), así como reforzar la resiliencia de la población, implica en algunos casos adoptar a nivel territorial un enfoque multisectorial, y trabajar para garantizar el **Acceso a la Salud** de la población vulnerable.

Desde el punto de vista de la traducción de este objetivo a la terminología tanto del IV Plan Director de la Cooperación Española como de las políticas y planes nacionales de desarrollo de Níger, la Cooperación Española expresa su intención de concentrar al menos el 90% de la AOD que se despliegue en Níger en las siguientes Orientaciones Estratégicas (OE) y Líneas de Acción (LA)



<b>ESPAÑA</b>		<b>NÍGER</b>	
<u>Orientaciones Estratégicas IV</u> <u>Plan Director de la Cooperación Española</u>	<u>Líneas de Acción del IV PDCE priorizadas</u>	<u>Políticas Sectoriales</u>	<u>Plan de Desarrollo Económico y Social</u>
OE1. Reducir las desigualdades y la vulnerabilidad a la pobreza extrema y a las crisis	<i>Apoyar políticas de prevención</i>	<i>Iniciativa 3N (« Les nigériens nourrissent les nigériens »)</i>	<i>Eje 3.1, 3.3 y 3.4</i>
	<i>Velar por una alimentación adecuada y suficiente</i>		
OE2. Promover oportunidades económicas para los más pobres	<i>Promover el desarrollo rural y territorial</i>		
OE3. Fomentar sistemas de cohesión social, enfatizando los servicios sociales básicos	<i>Derecho humano a la salud: Equidad y cobertura universal</i>	<i>Plan de Desarrollo Sanitario 2011-2015</i>	<i>Eje 5.1</i>

Cuadro I: Principales líneas de Acción

Dentro de las tres OE seleccionadas por la Cooperación Española para la concentración de su ayuda, se destacan en particular las líneas de acción indicadas. Ello no será óbice para que, en función de la oportunidad que suponga en casos particulares una mejor complementariedad de esa ayuda con otras iniciativas en marcha, por parte del Gobierno o de otros donantes, puedan ejecutarse actividades secundarias, en los márgenes porcentuales que se han señalado.

### 3.1.1 Orientaciones estratégicas prioritarias

#### OE1: Reducir las desigualdades y la vulnerabilidad a la pobreza extrema y a las crisis.

Considerando como problemática principal las crisis alimentarias recurrentes que vive Níger, un enfoque basado en el aumento de la resiliencia de la población frente al choque de dichas crisis se muestra pertinente. Para ello, el trabajo de la Cooperación Española se centrará en la mejora de los mecanismos de vigilancia y alerta precoz a nivel comunitario para afrontar estas crisis – incidiendo, por tanto, en las políticas de prevención –, complementado con el apoyo a políticas y redes de protección social y a medidas de control de precios. En el trabajo en las líneas de acción indicadas – prevención y protección social – se buscará la máxima complementariedad y sinergia con los ámbitos de trabajo que la Cooperación Española está impulsando a nivel regional en el marco de su cooperación reforzada con la CEDEAO, en particular, en el marco de los programas de reservas nacionales y redes de protección social, así como con aquellas iniciativas o programas que eventualmente se puedan poner en marcha.

La participación de las mujeres en todas estas medidas y en los procesos de toma de decisiones se considera fundamental para garantizar tanto su seguridad alimentaria como la de la población infantil.

Esta OE es coherente con el "Plan de Aceleración de la I3N" presentado en 2014, que tiene su inserción institucional en las comunas rurales como actores principales del refuerzo de la seguridad alimentaria a nivel local y cuyo eje nº 5 busca la "Mejora de la Nutrición". Además, la consecución de esta meta está íntimamente ligada a las líneas de acción 1 y 2 que se han priorizado y que se describen a continuación.

## **OE2: Promover oportunidades económicas para los más pobres.**

Como lección aprendida del ciclo de cooperación que termina, se aprecia que la apuesta de la cooperación española por favorecer el acceso a los medios de producción de los grupos más vulnerables y desfavorecidos ha sido una seña de identidad que conviene mantener. Para hacer efectiva esta política, parece oportuno apostar por un refuerzo de capacidades de los servicios técnicos desconcentrados tanto en medios como en recursos técnicos, en los ejes relacionados con el desarrollo rural contenidos en el "Plan de Aceleración de la I3N":

- 1- Puesta en marcha de plataformas de servicios integrados o "casas del campesino"
- 2- Control del agua para producción agro-silvo-pastoril y haliéutica
- 3- Crecimiento y diversificación de la producción animal
- 4- Restauración y protección de tierras y agua por medio de actividades HIMO y generadoras de ingresos
- 6- Conservación, transformación y comercialización de las producciones agro-silvo-pastoriles y haliéuticas
- 7- Sensibilización, animación y comunicación

Para ello, favorecer no sólo el acceso a la tierra sino también a otros insumos como la tecnología o la movilización de financiación para el desarrollo rural, incorporando al sector privado, se considera necesario. Por otro lado, en un contexto en el que la agricultura es uno de los sectores que absorbe una mayor parte de población activa y considerando las limitaciones relacionadas con los ciclos climáticos para su desarrollo, el valor añadido de España está vinculado a la agricultura de irrigación, aspecto que debe ser puesto en valor al servicio del desarrollo de Níger.

Otro de los subsectores en los que la cooperación española podría desarrollar un papel destacado es el de la ganadería, segunda fuente de ingresos de Níger con 36 millones de cabezas de ganado. En este sentido, las regiones de Maradí y sobre todo Tahoua, son zonas de vocación agropastoral con una importante cabaña ganadera. La intervención en el subsector de la ganadería estaría orientada por un lado al refuerzo de la cadena de valor desde la organización de productores, pasando por la valorización del producto y la comercialización, así como la puesta en marcha, en períodos de crisis y para solventar las vulnerabilidades de dicha población, de acciones de "destockage" estratégico (por medio del secado de la carne) o de bancos de forraje en relación con la población nómada.

Estas iniciativas deben asimismo incorporar una visión de mercados y de territorio más amplia que la cooperación española apoyará por medio de la política agrícola regional (ECOWAP) con programas como el de reservas regionales de alimentos que impulsa la Agencia Regional para la Agricultura y la Alimentación (ARAA).

Dada la fragilidad ambiental y su vulnerabilidad al cambio climático, todas las actividades de aumento de la producción agro pastoral deberán ponerse en relación con los graves problemas de deforestación y de vulnerabilidad al cambio climático que caracterizan esta región del Sahel. Será necesario incidir de una forma más visible en el análisis de impacto medioambiental y en estrategias de adaptación. A este respecto cabe no sólo limitar al máximo los posibles efectos negativos de un déficit pluviométrico creciente, sino favorecer la rentabilidad de las actividades vinculadas a la reforestación y a la recuperación de suelos considerando el sobrepastoreo en determinadas regiones.

En este contexto de vulnerabilidad y fragilidad medioambiental, contribuir a la sostenibilidad energética se juzga muy pertinente, y en este sentido la Cooperación Española seguirá explorando vías de trabajo complementarias a fin de impulsar el uso de energías renovables y de tecnologías respetuosas con el medio ambiente y adaptadas al contexto. Sin perjuicio de utilizar otros instrumentos, en particular, estas actuaciones se enmarcarán dentro del Programa de apoyo al Centro de Energías Renovables y

Eficiencia Energética de Praia, en el marco de la cooperación reforzada de la Cooperación Española con la CEDEAO, y a través de las Convocatorias de Acciones de innovación.

Además, la Cooperación Española tiene particular interés en tomar en consideración la transversal de género, promoviendo una mayor igualdad en el acceso a recursos, tecnología y conocimiento entre hombres y mujeres y favoreciendo su autonomización. Para ello será necesario incidir en el análisis desagregado por sexo y edad de las encuestas de vulnerabilidad.

### **OE3. Fomentar sistemas de cohesión social, enfatizando los servicios sociales básicos.**

El acceso a la Salud, considerado como derecho fundamental, será una línea de acción de concentración en este ciclo de cooperación. De forma global, considerando que aún menos del 50% de la población nigerina tiene acceso a un sistema básico de salud, el enfoque de resiliencia en el sector salud se favorecerá mediante el apoyo a la ampliación de la cobertura sanitaria, incidiendo en los foros de coordinación de donantes en los aspectos ligados a la financiación del sistema público sanitario, así como en la disponibilidad de la atención sanitaria y de medicamentos.

En coherencia con esta apuesta, la canalización principal de nuestra financiación, en conformidad con los principios de eficacia y calidad de la ayuda, seguirá realizándose por medio del apoyo extrapresupuestario con enfoque programático que se da al Ministerio de Salud Pública a través del Fondo Común de Salud. Actualmente, junto con la AECID participan en este mecanismo la AFD, GAVI Alliance y UNICEF, y se prevé que se incorporen el FNUAP en los próximos meses y tal vez en 2015 el Banco Mundial. Este apoyo sistémico facilita el diálogo de políticas con las autoridades nacionales y permite orientar el apoyo programático a la consecución de los ODM 4, 5 y 6.

La experiencia de la Cooperación Española en el sector, en términos de mejora de la salud materna e infantil y del refuerzo de capacidades del personal sanitario y de gestión del Ministerio de tutela, así como de las propias comunidades, es un valor añadido que se deberá capitalizar en este período. En este sentido, mientras el Fondo Común de Salud contribuye al conjunto de indicadores vinculados al Plan de Desarrollo Sanitario 2011-2015, otros instrumentos podrán focalizarse de manera más puntual en los aspectos ligados al fortalecimiento de capacidades o en otros indicadores específicos vinculados a los condicionantes sociales de la salud que no se atienden necesariamente en los servicios sanitarios ya que implican medidas de comunicación, educación no formal y sensibilización adaptadas.

En lo que se refiere a la malnutrición, problemática de base que sirve de puente entre las tres OE priorizadas por la Cooperación Española, cabe mencionar que si bien los aspectos vinculados al tratamiento paliativo aparecen contemplados en la I3N, éstos se hacen operativos en los Centros de Recuperación Nutricional coordinados por la Dirección Nacional de Nutrición del Ministerio de Salud Pública. Además, para fomentar la resiliencia en el ámbito sanitario será necesario trabajar en la prevención. Esto se hará promocionando la puesta en marcha de prácticas familiares esenciales que favorezcan el cambio en los comportamientos sobre el uso de nutrimentos; y en el caso de la OE del Desarrollo Rural, asegurando una producción agroalimentaria suficiente, variada y de calidad accesible a las familias vulnerables.

Considerando la importancia que la transversal de género seguirá teniendo en la Cooperación Española, se velará por una mayor equidad en el sistema sanitario, privilegiando dar atención a las causas de la alta mortalidad materna y promoviendo el acceso a los servicios de SSR. Se trata de una problemática que además impacta de manera directa en el crecimiento exponencial de la población nigerina en los últimos años, en un contexto de reducción de la mortalidad infantil pero de déficit en la disponibilidad de alimentos y de servicios públicos básicos. La transversal cultural deberá representar un papel relevante en el apoyo a políticas adaptadas como puedan ser las de espaciamiento de los embarazos, de prevención de embarazos precoces y de información sobre los riesgos para la salud maternal de los embarazos reiterados.

Desde el punto de vista de la transversal medioambiental, la Cooperación Española se alineará con la Estrategia para la Resiliencia a los cambios climáticos del Sector Salud en Níger 2014-2020 integrando

en ella sus intervenciones en el sector. También se hará un esfuerzo por transversalizar la diversidad cultural, con todas sus implicaciones, en las intervenciones en el sector salud

Además, como firmante del Compact IHP desde 2011, Níger debe establecer una coherencia en la implementación de los programas sanitarios declinados en el PDS. En este sentido, la OTC de Níger a través de su representación en la Mesa Sectorial Salud velará por que dicha coherencia se produzca.

### **3.1.2 Orientaciones estratégicas de salida**

Por otra parte, considerando que las autoridades nigerinas han apreciado la intervención de la Cooperación Española dentro de la Orientación Estratégica de "Promoción de los derechos de las mujeres y de la igualdad de género", parece oportuno no abandonar sin una adecuada estrategia de acompañamiento el apoyo institucional que se viene proporcionando a la efectiva ejecución de la Política Nacional de Género en este nuevo ciclo de cooperación. En este caso, la puesta en actividad de la Casa de la Mujer de Maradí se presenta como una oportunidad para poner en marcha estrategias más próximas a las beneficiarias finales.

Se contará para ello con las estructuras desconcentradas del Ministerio de Población, Promoción de la Mujer y Protección de la Infancia, con las autoridades regionales, departamentales y locales, así como con otros actores de la cooperación, fomentando dentro de las nuevas infraestructuras creadas una mesa regional de coordinación sectorial. Esta actuación específica, asimismo no excluye programar actividades dedicadas a la mejora de las condiciones de vida de las mujeres y de las niñas y al fortalecimiento de su posición dentro de la comunidad en relación directa con las orientaciones estratégicas enumeradas como prioritarias y a las que se integrará necesariamente de forma transversal el análisis de género. Desde este punto de vista, la autonomización económica de las mujeres o los enfoques concretos en salud sexual y reproductiva u otros que afecten específicamente a las mujeres, serán abordados involucrando a los hombres, líderes de opinión o líderes tradicionales y religiosos.

El sector Cultura y Desarrollo, pese a estar valorado positivamente por las autoridades nigerinas y contar con un número limitado de donantes, no podrá, por razones presupuestarias y de concentración, ser objeto de atención prioritaria. A este respecto, capitalizando la experiencia obtenida y con los medios disponibles por parte de la Dirección de Relaciones Culturales y Científicas de la AECID, se buscará facilitar acciones puntuales que sirvan para estimular la producción cultural nigerina, poniendo en valor su potencial económico y reforzando su papel como vehículo de valores de convivencia en la diversidad; la diversidad cultural, como se ha dicho, será considerada de forma transversal en todas las intervenciones de la Cooperación Española. De forma concreta, el Programa ACERCA de esta Dirección tiene especial interés en ofrecer formaciones que apoyen la inserción socioprofesional juvenil en ámbitos relacionados con la cultura y que aporten valor añadido a un desarrollo sostenible.

Por último, no se debe olvidar la existencia de un Fondo Fiduciario España-UNESCO, que prevé una intervención para el "Fortalecimiento de capacidades en el ámbito de la Convención para la Salvaguardia del Patrimonio Cultural Inmaterial", cuya ejecución ya está coordinada con el Ministerio de Cultura y que se desarrollará previsiblemente en 2014.

## **3.2. Concentración geográfica**

### **3.2.1. Nivel de incidencia nacional**

Considerando que todos los sectores de la administración pública están concentrados en la capital y que la mayor parte de la economía y centros de decisión política se encuentran allí, Niamey seguirá siendo el centro para un diálogo de políticas con el Gobierno de Níger, así como el lugar desde el que se desarrollen las iniciativas de alcance nacional.

### 3.2.2. Regiones y zonas de concentración.

Desde el punto de vista de las actividades que deban tener su impacto directamente en un territorio acotado, por orientarse a grupos de población seleccionados en función de su vulnerabilidad, el análisis realizado de estos primeros años de cooperación arroja como resultado la necesidad de mantener la misma concentración geográfica en torno a las regiones de Tahoua, Maradi y la Comuna Urbana de Niamey en las que la Cooperación Española ha venido trabajando. Considerando que los impactos en materia de desarrollo son de ciclo lento, parece prematuro abandonar las zonas en las que se ha venido prestando la ayuda.

Esta concentración no se aplicará necesariamente a las acciones vinculadas con la ayuda humanitaria, las cuales se regirán por los principios básicos de una asistencia coordinada en situación de emergencia.

## 4. ESTRATEGIA DE ASOCIACIÓN

### 4.1. Recursos

El nuevo ciclo de cooperación hispano-nigerina que se inicia con el establecimiento de este MAP y la firma de la II Comisión Mixta hispano-nigerina, tendrá un período de vigencia que coincidirá con los dos últimos años del PDES 2012-2015, previéndose que en su tercer año tenga lugar una revisión para el alineamiento con un nuevo Plan Nacional de Desarrollo 2016 y el inicio de la Programación Conjunta de la UE y Suiza a partir de esta misma fecha.

Considerando lo anterior, en relación con los recursos financieros y teniendo en cuenta la coyuntura de crisis que afecta a España, durante el periodo del MAP el volumen de ayuda oficial al desarrollo no reembolsable de la CE podría situarse en torno a 6,7 M € anuales. Esta repartición se propone de manera ligeramente decreciente a lo largo del periodo al efecto de fomentar que el mayor número de iniciativas sean financiadas al principio del ciclo y en el marco del PDES, lo que permitirá una mejor absorción de los recursos.

PREVISIÓN DE AOD PARA NÍGER PERIODO 2014-2016		
2014	2015	2016
7.705.000 €	7.035.000 €	5.360.000 €
TOTAL	20,1 M€	

En coherencia con la prioridad de Níger en la configuración general de la Cooperación Española, se podrán utilizar todos los instrumentos disponibles de financiación de cooperación tanto reembolsable (FONPRODE) como no reembolsable (Financiación Bilateral directa o a través de organismos no gubernamentales, aportaciones a fondos multilaterales, cooperación descentralizada, cooperación técnica destinada al fortalecimiento institucional), incluidas, las alianzas público-privadas.

Asimismo, en consonancia con el fomento de la cooperación regional que España lleva ya a cabo a través de diversos fondos con la CEDEAO o la UA, y si las autoridades nigerinas lo estiman oportuno en el marco de sus relaciones internacionales, cabe la posibilidad, de apoyar iniciativas de

Cooperación Triangular en las que un tercer país en desarrollo del espacio UA preste una asistencia técnica adaptada a las necesidades de Níger y a su contexto sociocultural.

Por otra parte, considerando la experiencia adquirida en el periodo de la 1ª COMMIX y la necesidad de fortalecer las instituciones de la administración nigerina, el recurso a las asistencias técnicas podría ser oportuno para apoyar a los recursos humanos nacionales en los procesos de planificación, ejecución y evaluación tanto de las políticas públicas como, en su caso, de programas y proyectos específicos. Este acompañamiento recibirá el debido apoyo de la Oficina Técnica de Cooperación de la Embajada de España en Níger, en la que se espera poder aumentar el número de técnicos responsables de programas de manera coherente con las áreas de interés formuladas: Desarrollo rural y seguridad alimentaria y nutricional, Provisión de servicios básicos en el ámbito de la salud y Acción humanitaria.

Finalmente es necesario contabilizar una suma pequeña pero suficiente de recursos financieros y humanos para poder llevar a cabo un programa de evaluación coherente con la prioridad que el IV Plan Director concede al aprendizaje institucional.

#### **4.2. Coherencia de políticas**

El concepto de coherencia de políticas públicas para el desarrollo se concibe como un elemento articulador y un factor clave para la consecución de resultados de desarrollo, y así ha sido integrado en el proceso de elaboración del presente Marco de Asociación.

El objetivo es mejorar la calidad y eficacia de la actuación del conjunto de la cooperación española en Níger, haciendo compatibles los objetivos del IV Plan Director con los del PDES nigerino. Esto implica la coordinación del conjunto de actores de la Cooperación Española, particularmente con el Ministerio de Interior a través de su Agregaduría en la Embajada de España, en la medida en que el contexto de inseguridad que caracteriza la región sáhara-saheliana afecta de manera directa al ejercicio y calidad de nuestra cooperación. Igualmente, se asegurará la coordinación y coherencia con otros Ministerios cuyas competencias o actividades puedan tener impacto en el desarrollo de Níger (por ejemplo, Ministerio de Economía y Comercio).

Por último, debe mencionarse que el trabajo de Programación Conjunta que se está desarrollando se integra dentro de los objetivos de la "Agenda para el Cambio" de la Unión Europea y aceptados por España como estado miembro, constituyendo un proceso que se enmarca en los mismos principios de coherencia aquí expuestos.

#### **4.3. Sistemas de seguimiento y evaluación**

La Cooperación Española participará en la revisión anual, a medio plazo y final del PDES, , así como en las reuniones de los Comités Técnicos Sectoriales creados para los ejes 3 (Seguridad Alimentaria y Desarrollo Agrícola Durable) y 5 (Promoción del Desarrollo Social), El Ministerio de Planificación de Níger, a través del Secretariado Permanente del PDES, será quien lidere estos mecanismos, de los que cabe esperar como productos una hoja de ruta, así como los documentos de seguimiento y evaluación correspondientes a cada nivel, además de las notas informativas de las reuniones celebradas. La presencia de la Embajada/OTC en estas reuniones llevará aparejada la restitución al GEC de la información compartida por el gobierno y que impacten de cualquier manera en las relaciones de cooperación.

Considerando que el flujo de información que debe alimentar el seguimiento y evaluación de nuestra ayuda parte necesariamente del nivel operativo, mediante la correcta identificación de los indicadores, cada intervención debe prever su propio mecanismo de seguimiento y evaluación en alineamiento con los resultados de desarrollo a los que la Cooperación Española se compromete prioritariamente a contribuir. A ese respecto, el GEC servirá en el terreno como red en la que se crucen las principales conclusiones del seguimiento y que se circularán tanto desde abajo (proyectos) hacia arriba (política

sectorial) como desde arriba (lecciones aprendidas y recomendaciones) hacia abajo (programación operativa), alimentando así un nuevo ciclo de planificación.

Además, se considera necesario tener un marco bilateral de diálogo en torno a los contenidos de este Marco de Asociación País, con la creación de un Comité de Seguimiento ad-hoc del MAP/II Comisión Mixta hispano-nigerina. En él, junto con los Ministerios de tutela nigerinos implicados directamente en la ejecución del presente MAP, participará el GEC bajo la presidencia del Embajador de España y la coordinación de la Oficina Técnica de Cooperación y, siempre que se considere oportuno, los representantes de otras instituciones del gobierno y de la sociedad civil nigerina.

La revisión del MAP/II Comisión Mixta se produciría, previo entendimiento de las partes, en el último trimestre de 2015 fijándose el plazo inicial para una evaluación global a mediados de 2017. En este caso, ambas partes podrán convocar reuniones ordinarias (las previstas en estos plazos) o extraordinarias, cuando las circunstancias lo requieran.

La Cooperación Española pondrá a disposición los recursos necesarios para la realización de los estudios previos necesarios para el seguimiento y evaluación, contando para ello con el apoyo y colaboración de la parte nigerina

#### **4.4. Mutua rendición de cuentas**

Al igual que se ha expuesto en las actividades de seguimiento y evaluación, la Cooperación Española aprovechará los mecanismos de diálogo y coordinación ya existentes para avanzar en un proceso de concertación de actores en Níger que gane progresivamente en transparencia. A este respecto, la transformación del Comité OCDE en un Comité de Coordinación de Socios Técnicos y Financieros supone una invitación a otros cooperantes no tradicionales para sumarse a estas mesas de rendición mutua de cuentas.

Considerando el alcance del diálogo, para conocer el avance en el logro de resultados o los posibles obstáculos encontrados, los mecanismos de rendición mutua de cuentas se establecerán en los mismos dos niveles, global (para el conjunto de las acciones de nuestra cooperación) y Sectorial (para las actuaciones específicamente enmarcadas en una política), ya citados para el seguimiento y evaluación.

Para asegurar la transparencia de este mecanismo bilateral y la implicación de la sociedad civil nigerina, el acuerdo marco de asociación que vincula a la cooperación española con los resultados de desarrollo del país será de carácter público y las reuniones celebradas incluirán como productos una nota de prensa con los puntos tratados y las principales conclusiones y acuerdos adoptados, la cual será puesta a disposición para ser divulgada por los medios de prensa escrita y televisión. Ello llevará aparejada la previsión de los recursos y capacidades necesarios que serán puestos a disposición de la OTC/Embajada de España para el seguimiento de este MAP.

## ANEXO I: LA CALIDAD DEL DIÁLOGO

De forma específica, el 93,7% de los STF encuestados señala dificultades en su trabajo con las instituciones nacionales. Se citan las siguientes:

STF	OSC
1. Falta de instrumentos de ejecución eficaces, así como instrumentos de seguimiento y rendición de cuentas técnico y financiero, coherentes con los procedimientos nacionales	1. Debilidades a nivel de procedimiento, indisponibilidad del personal y falta de medios
2. Lentitud en la toma de decisiones y poca reactividad. Falta de visión estratégica	2.- Débil coordinación, motivada por la falta de información y la débil participación de la sociedad civil en la definición de políticas
3. Débil movilización de los recursos nacionales en la ejecución de los programas	3. Mala percepción y desconocimiento del papel de las Organizaciones de la Sociedad Civil por parte de la administración

La mayor ausencia de respuestas al referirnos al diálogo a nivel local muestra un menor diálogo a ese nivel. No obstante, las respuestas obtenidas reflejan la siguiente información sobre las dificultades en las regiones:

STF	OSC
1. Falta de medios y recursos materiales, técnicos y financieros; debilidades técnicas	1. Falta de medios y recursos materiales, técnicos y financieros; debilidades técnicas
2. Falta de apropiación de las políticas públicas y de visión estratégica	2. Débil nivel de formación e información de las autoridades locales
3. Mecanismos de Coordinación insuficientes	3. Debilidad en la coordinación y en la puesta en marcha de mecanismos para la sostenibilidad de las intervenciones

## ANEXO II: LAS VENTAJAS COMPARATIVAS DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA

Los 26 STF que respondieron a la encuesta, con la que se daba cuenta del conocimiento de los sectores de intervención de la Cooperación española en Níger (tomando como referencia los sectores de concentración de la I COMMIX), valoraron nuestra presencia del modo siguiente:

	STF	OSC
SALUD	11	8
SEGURIDAD ALIMENTARIA/ DESARROLLO RURAL	9	8
GENERO EN DESARROLLO	6	7
CULTURA Y DESARROLLO	2	5
OTROS SECTORES ENUNCIADOS	EDUCACIÓN GOBERNABILIDAD JUVENTUD	AGUA Y SANEAMIENTO EDUCACION ENERGIA GOBERNABILIDAD



		JUSTICIA MEDIOAMBIENTE
SIN RESPUESTA	3	1

	FORTALEZAS	DEBILIDADES
STF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervención en sectores estratégicos para Níger y con un enfoque sectorial coherente y alineado con las políticas nacionales.</li> <li>• Competencia técnica, coordinación y complementariedad de la cooperación.</li> <li>• Apertura al diálogo y la concertación, particularmente en el sector Salud, dentro del espíritu de la Declaración de París.</li> <li>• Dinamismo.</li> <li>• Compromiso para la realización de la Programación Conjunta</li> <li>• Fuerte experiencia en el Desarrollo rural e integración en las políticas de Seguridad Alimentaria nigerinas.</li> <li>• Interés por sectores débilmente financiados por otros actores como la Cultura.</li> <li>• Fuerte asociación con el Sistema de NNUU y otros actores no estatales en Níger.</li> <li>• Consideración de enfoques transversales como los derechos humanos y el género</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limitación de los recursos financieros en relación con las necesidades del país.</li> <li>• Limitación de acuerdos de asociación con las Colectividades Locales.</li> <li>• Escasez de Personal Técnico.</li> <li>• Poca visibilidad y restitución de los resultados obtenidos</li> <li>• Falta de un enfoque más global</li> </ul>
OSC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertinencia del Programa de Cooperación. En particular, con la integración del enfoque de género.</li> <li>• Fuerte implicación en los procesos de diálogo, tanto con los PTF como con las OSC. Enfoque participativo</li> <li>• Mecanismos de movilización de fondos flexibles</li> <li>• Apoyo técnico a la puesta en marcha de los proyectos.</li> <li>• Transparencia e información continua, con mecanismos de encuentro e intercambio. Proximidad</li> <li>• Apoyo a las OSC, bien a través financiación directa bien en asociación con ONG españolas.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disminución de la financiación a OSC locales</li> <li>• Dificultades administrativas ligadas a la exigencia de usar lengua española en los procedimientos de financiación y al desconocimiento de los mismos por parte de las OSC. Procesos administrativos muy pesados.</li> <li>• Ausencia de marcos formales de colaboración con las ONGD locales.</li> <li>• Debilidad a nivel de la duración de las financiaciones, de los gastos de estructura acordados a las ONG locales y de las acciones de refuerzo de capacidades dirigidas a los socios locales.</li> <li>• Poco seguimiento sobre el terreno de los proyectos y ausencia de evaluaciones</li> <li>• Zona de intervención limitada</li> </ul>